

Dans la rue dès le 1^{er} Mai, DÉGAGEONS SARKOZY



Le 1^{er} Mai, journée de lutte internationale des travailleurs et des travailleuses, se déroulera dans un contexte particulier en France. Celui de l'entre-deux tours de l'élection présidentielle. Cette journée prend une tournure particulière, elle doit être l'occasion d'une mobilisation la plus large possible antiraciste et anti-austérité, contre la droite et l'extrême droite.

Après le premier tour de l'élection présidentielle, les manifestations du 1^{er} Mai viendront rappeler que, si nous voulons virer Sarkozy et sa bande le 6 mai, ce sera bien par nos propres luttes sociales et politiques que nous pourrons réellement changer les choses. Sarkozy et son

gouvernement ont mené pendant cinq ans une politique pour leurs amis les riches, une politique de démolition systématique de nos conquêtes sociales en appliquant à la société française le traitement de choc du Medef. Son bilan, c'est plus d'inégalités, plus d'injustices, plus de divisions, moins de libertés et

un discours raciste et xénophobe de plus en plus décomplexé. Pendant toutes ces années, il a couru derrière le discours du FN, opérant une mue de la droite extrême à l'extrême droite, et contribuant ainsi à donner du crédit aux idées nauséabondes du

SUITE PAGE 2

M 04249 - 146 - F: 1,20 €

REGARDS
Action directe, la vengeance de l'État
Page 2

ACTU
Succession à la CGT
Page 5

PARLONS-EN
Débris de campagne, combien valent les médiocrates? Page 9

(PHOTO THÈQUE ROUGE/ROMAIN HINGANT ET MILO)

Agenda

26-29 avril, Tchernobyl day, national.

Au jour anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl, et à l'occasion de l'entre-deux tours des présidentielles, rappelons la nécessité de sortir du nucléaire.

- À Paris : RV jeudi à 18 heures devant l'ASN, 6 place du Colonel-Bourgoin (M^o Reuilly-Diderot) pour une chaîne humaine. La chaîne se déploiera rue de Chaligny, puis bd Diderot, avenue Daumesnil et se terminera devant l'opéra Bastille à 19h30.

Tenue visible recommandée (combinaison blanche jetable, gilet de sécurité jaune fluo, ou masque blanc...).

- À Gap, Briançon et Embrun : quart d'heure non silencieux jeudi à 18 heures.

- À Golfech : pique-nique puis chaîne humaine contre le nucléaire de la centrale à la mairie.

RV dimanche à partir de 13 heures. Toutes les actions en France et ailleurs sur www.chernobyl-day.org

30 avril, soutien aux inculpés antifascistes, Paris.

Solidarité avec les militantEs antifascistes inculpés après un collage d'affiche contre les assises « La France en danger » du Bloc identitaire.

Repas de soutien à partir de 19 heures à la Rôtisserie, 4 rue Sainte-Marthe à Paris 10^e (M^o Belleville, Colonel-Fabien, Goncourt).

1^{er} Mai, Journée de solidarité national et du monde du travail, national.

Pour ce 1^{er} Mai, entre les deux tours de l'élection présidentielle, les syndicats appellent à une manifestation pour satisfaire les revendications pour le progrès social.

- À Paris, départ à 14 heures, place Denfert-Rochereau, vers Bastille.
- À Rennes, départ à 11 heures, place de la Mairie.

1^{er} mai, rassemblement antiraciste, Paris.

Appel pour un 1^{er} mai de refus du racisme et de la xénophobie, en hommage à Brahim Bouarram, victime d'un crime raciste le 1^{er} mai 1995. RV de 11 à 12 heures, Pont-du-Carrousel, Paris 1^{er}.

18-19 mai, austérité, Francfort.

Action européenne contre les politiques d'austérité de la Troïka, avec une manifestation européenne à Francfort le samedi 19 mai. Des actions de blocage de la banque centrale européenne (BCE) et de la ville de Francfort auront lieu le vendredi 18 où un temps sera aussi consacré à des débats (conférences et ateliers).

Les départs collectifs en bus pour la manifestation le samedi 19 mai sont organisés, de Paris le vendredi soir, retour le dimanche matin, au prix de 40 euros (pour le NPA, infos à venir).

Attac propose de coordonner les inscriptions des départs en bus pour les comités d'audit citoyens et des personnes non organisées. Inscriptions à francfort@attac.org, permanence téléphonique au 01 56 06 43 62, de 17 à 19 heures tous les jours en semaine. (lire aussi p. 10)

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

Dégageons Sarkozy, combattons l'extrême droite!

SUITE DE LA PAGE 1

FN et de sa candidate Marine Le Pen. Et le résultat est là : le FN vient de faire avec 18% le score le plus haut de son histoire, confirmant ainsi que l'original est préféré à la copie. La brutalité des attaques antisociales, les politiques d'austérité et la dégradation des conditions de vie des classes populaires forment un terreau favorable à la démagogie d'extrême droite. La candidate du FN version 2012 a fait mine de défendre les pauvres contre les puissants mais elle s'est gardée d'avancer la moindre mesure qui pourrait gêner les capitalistes. Par contre, elle a flatté tous les préjugés racistes et islamophobes.

Le 1^{er} mai 2012 prend donc une tournure particulière. Celle d'une riposte antiraciste et antifasciste contre la droite. D'autant plus que Marine Le Pen veut aussi en faire une démonstration de force et que Sarkozy vient d'annoncer qu'il organisera « un très grand rassemblement » autour du « vrai travail ». Alors qu'il a déjà fait la campagne, pour le premier tour, à droite toute, sur le terrain de la réaction sociale, sécuritaire, raciste et xénophobe, il récidive pour le deuxième tour. Après avoir attaqué le droit de grève par

exemple dans le transport aérien, tapé sur les syndicats qu'il accuse de bloquer la société, il reprend aujourd'hui les accents de Pétain pour soi-disant valoriser le travail.

LE 1^{er} MAI EST À NOUS !

À Paris, comme en régions, les manifestations du 1^{er} Mai doivent montrer que cette journée de lutte internationale des travailleurs et des travailleuses n'est ni à Sarkozy, ni à Le Pen, ni à la droite, ni à l'extrême droite. C'est l'occasion de poser dans la rue les bases d'une contre-offensive du monde du travail, qui devra se prolonger bien après le second tour, quel que soit le « gagnant » le 6 mai prochain. Ce n'est pas l'appel à tous les républicains que fait Hollande, véritable appel du pied à François Bayrou, qui peut stimuler une dynamique réelle capable de battre Sarkozy.

Il faut, comme nous l'avons fait durant la campagne, remettre inlassablement au centre du débat, les questions sociales et démocratiques, les mesures d'urgence comme l'augmentation de tous les revenus de 300 euros net, l'interdiction

des licenciements, la réduction du temps de travail pour permettre à tous et toutes de travailler... Bref, le refus clair et net de payer les crises des capitalistes, le refus de toutes les politiques d'austérité de droite comme de gauche. Et quel meilleur moment pour construire la riposte et focaliser l'attention et la réflexion sur la solidarité internationale, la défense des droits des femmes, les questions sociales, la lutte pour l'emploi, le service public et la répartition égalitaire des richesses que les défilés du 1^{er} Mai, vieille tradition du mouvement ouvrier et des mouvements sociaux ? C'est là un hasard bienvenu du calendrier : avant de passer par les urnes, le 6 mai, c'est dans la rue que débute le vaste référendum populaire contre Sarkozy et Le Pen. Le 1^{er} Mai, toutes et tous dans la rue !

Philippe Poutou

regards

Propos recueillis par Alain Pojolat

ACTION DIRECTE La vengeance de l'État

Le tribunal d'application des peines de Paris a accordé la liberté conditionnelle à Jean-Marc Rouillan, qui a passé 25 ans en prison. Mais le parquet a fait appel de cette décision, illustrant l'acharnement de l'État à l'égard de l'ancien membre d'Action directe, comme l'explique son avocat Jean-Louis Chalanset.

Il arrive de nouvelles mésaventures judiciaires à Jean-Marc Rouillan, alors qu'on croyait cette histoire terminée. Pouvez-vous nous dire de quoi il s'agit ?

Ce n'est jamais terminé pour eux puisque, lors de l'audience du 2 avril dernier aux Baumettes, le parquet s'est acharné en lui posant des questions totalement ridicules comme savoir combien de charges il payait dans le logement qu'il occupe actuellement, en lui posant six fois la question. Lorsque j'ai dit que ce n'était pas l'inquisition, et sans rapport avec le sujet qui concerne exclusivement la demande de libération conditionnelle, le représentant du parquet m'a rétorqué que je me défoulerai « tout à l'heure lors des plaidoiries ».

Quelle a été l'attitude de la cour ?

L'audience est fixée au 10 mai prochain. Ils ont fait la convocation vite, ce qui permettra peut-être à Jean-Marc d'éviter de retourner en prison. Pour Georges Cipriani (lui aussi prisonnier d'Action directe) l'année dernière, compte tenu des délais et l'appel du parquet étant suspensif, il a dû réintégrer la détention pendant un mois avant que sa libération conditionnelle soit confirmée par la cour d'appel. Donc, pour Jean-Marc, on peut espérer, d'une part, que la cour confirme le jugement positif exprimé en première instance, et, d'autre part, qu'elle s'exprime sur son futur statut dans la semaine. Sinon, le 20 mai, il retournera en prison, puisqu'il est toujours officiellement détenu à perpétuité. La semi-liberté s'arrête à cette date.

Y a t-il un acharnement de l'État et du parquet dans ce dossier ?

Il y a évidemment un acharnement, quand on réfléchit qu'il y a sept ans que la peine de sûreté est terminée, donc depuis 2005, au départ, ils s'opposaient à sa libération en arguant qu'il y avait des risques de récidive de lutte armée. Ensuite, lorsqu'ils ont bien vu que les premiers militants d'Action directe étaient sortis et qu'il n'y avait bien sûr aucun risque de reconstitution d'un groupe armé, que la situation n'était pas la même, ils ont estimé qu'il n'avait pas de travail. Et maintenant, ils en sont à dire que le fait qu'il travaille dans l'édition, compte tenu des difficultés actuelles de l'édition, en faisait un travail précaire, même si c'est un CDI. Donc selon eux, il risquait de perdre son emploi, et dans ces conditions ils ont estimé qu'il valait mieux qu'il retourne en prison. Tout cela est évidemment en totale contradiction puisque Jean-Marc aura 60 ans au mois d'août, qu'il est atteint d'une maladie orpheline grave, et que s'il faisait l'objet d'un licenciement économique, il pourrait évidemment vivre sans faire de braquages de banques. D'ailleurs le parquet ne le dit pas. Simplement on cherche tous les moyens pour appliquer une vengeance d'État. Il est certain que l'État ne pardonnera jamais aux militants d'Action directe d'avoir exécuté certains de ses dirigeants.

Il est retourné en prison il y a deux ans et demi, simplement pour s'être exprimé dans la presse...

Oui, tout à fait, sur le simple fait qu'il ne pouvait pas s'exprimer si l'on ne se repentait pas. La seule chose qu'il a dit, c'est « je ne peux pas

m'exprimer, je ne pourrais le faire que si je me repents par rapport aux actions que nous avons revendiquées ». Cette simple phrase lui a valu deux ans et demi de prison supplémentaires alors qu'il était à un mois et demi de sa libération conditionnelle. Il y a donc un acharnement particulier envers lui, chaque audience est une audience d'humiliation. Il n'a même pas le droit de présenter ses livres ou de tenir des conférences de presse pour présenter son travail, sans même parler des faits sur lesquels il a été condamné puisqu'il n'en a pas le droit. Je finirai en rappelant que les quatre militantEs d'Action directe ont tous été atteintEs de graves maladies en prison, que ce n'est pas une malheureuse coïncidence, ce sont évidemment les conditions de détention et les mesures extrême d'isolement qu'ils et elles ont subies qui en sont la cause.

La repentance a-t-elle une valeur juridique en France ?

En France, non. La repentance n'a qu'un sens religieux ou moral, pas en matière judiciaire. On peut par un système « mafieux » obtenir des réductions de peine si on dénonce quelqu'un, mais ce n'est pas du tout comme en Italie par exemple, où le repentir politique amène à des réductions de peine voire des exemptions. Surtout, quand quelqu'un comme Jean-Marc Rouillan a purgé sa peine de sûreté et qu'on lui dit « vous ne vous êtes pas repenti donc vous ne sortirez pas », c'est sortir des nouvelles mesures qui n'existent pas en droit.



(PHOTO THÈQUE ROUGE/MILO)

Déclaration de Philippe



Par **Jean-François Cabral**

Bahreïn : la folie du monde capitaliste

Nous publions la déclaration que Philippe Poutou a faite au moment des résultats du premier tour de l'élection présidentielle.

Merci à celles et ceux qui viennent de voter pour moi, car nous avons réussi ensemble dans cette campagne, au-delà de notre score, à faire exister des réponses anticapitalistes : l'interdiction des licenciements, l'augmentation de tous les revenus de 300 euros net, l'annulation de la dette, une autre répartition des richesses et la sortie du nucléaire en dix ans. Dans cette campagne, nous avons essayé de montrer l'absolue nécessité que les salariéEs et la population ne comptent que sur leurs propres forces pour combattre les méfaits du capitalisme. Nicolas Sarkozy a mené pendant cinq ans une politique pour ses amis les riches, une politique antisociale, xénophobe et raciste. Le fait que Sarkozy soit rejeté dès le premier tour par une grande majorité de la population est bien sûr un formidable encouragement. Le fait par contre que l'extrême droite avec Marine Le Pen fasse un score aussi élevé d'environ 20% est une mauvaise nouvelle. Son parti et elle-même ne représentent en rien les intérêts des classes populaires. C'est un danger mortel qu'il faut continuer à combattre.

Face à cette droite dure, le Parti socialiste et son candidat ne sont pas une réponse. Le projet du PS s'inscrit dans les grandes lignes des choix de l'Union européenne et des socialistes européens. Il annonce déjà des politiques de rigueur, pour une «austérité de gauche».

Depuis cinq ans, le NPA combat la politique de Sarkozy et

de son gouvernement dans la rue comme dans les urnes. C'est en ce sens que le NPA appelle le mardi 1^{er} Mai à manifester dans toutes les villes de France pour les mesures d'urgence sociales que nous avons défendues dans cette campagne, contre la politique de Sarkozy et le danger que représente l'extrême droite de Marine Le Pen.

Le 6 mai, dans la suite de la campagne que nous avons menée, nous serons aux côtés de celles et ceux qui veulent empêcher Nicolas Sarkozy de faire un second mandat. Nous le disons clairement, il faut dégager Sarkozy et toute sa bande en votant contre lui. Mais cela ne signifie pas un quelconque soutien à la politique de François Hollande.

Nous appelons celles et ceux qui se sont reconnus dans notre campagne à se regrouper, à prendre contact avec nous, pour qu'ensemble nous puissions faire vivre une force anticapitaliste indépendante. Dans la bataille contre l'austérité de droite comme de gauche, nous nous adressons au Front de Gauche, à Lutte ouvrière, aux militantEs syndicalistes et bien au-delà à celles et ceux qui se sont retrouvés dans ces campagnes pour préparer dès à présent la contre-offensive dont a besoin le monde du travail.

**Philippe Poutou, Paris,
le 22 avril à 20 heures**



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

Dimanche 22 avril, nous étions donc rassurés : la France citoyenne s'est mobilisée en masse pour aller voter. Cerise sur le gâteau : on pouvait même profiter, comme souvent le dimanche, du Grand Prix de Formule 1, cette fois au Bahreïn. Décidément tout roule. D'ailleurs, à croire les journalistes, il ne s'est rien passé d'autre. Des chars à tous les carrefours, dans ce petit coin de désert modernisé à coup de pétrodollars ? Pas vu. Des manifestants arrêtés en masse, des blessés, des morts ? Apparemment rien entendu. Des militants torturés, en grève de la faim depuis des semaines : on ne va décidément pas l'ouvrir pour si peu. Ce Grand Prix était déjà tout un symbole : au milieu de nulle part, il n'a de sens que du strict point de vue du monde des affaires. La règle est simple : à partir du moment où il y a des milliardaires pour le financer et de la pub à négocier pour les chaînes de télévision du monde entier, la décision est rationnelle. Si ça pouvait être rentable sur la planète Mars, ce serait pareil. Entre valeur d'usage et valeur marchande, le grand écart est parfois gigantesque... La population, elle, n'a cessé de crier sa colère. D'abord contre le roi, et son Premier ministre en place depuis 1971, contre la répression aussi qui se poursuit depuis un an, et maintenant contre cette «*Formule du sang*». En 2011 à la même époque, l'Arabie saoudite envoyait son armée, faisant des dizaines de morts. Déjà, les mêmes responsables politiques du monde occidental, la France en tête, se taisaient. Il est vrai qu'après la Tunisie et l'Égypte, le plus urgent pour les gouvernants était de reprendre les choses en main, militairement. Que ce soit en soutenant la dictature au Bahreïn, ou contre elle en Libye. L'essentiel étant de ne jamais être débordé par la population elle-même. Le Grand Prix a donc eu lieu, mais la colère est partout. Les révolutions dans le monde arabe sont loin d'être terminées. Autant de raisons de manifester notre solidarité.

leur monde...

Prisons palestiniennes : le témoignage de Salah Hamouri.

Vendredi 20 avril, à Bagnolet, plus de 250 personnes étaient présentes pour participer à la «Soirée de solidarité avec la lutte du peuple palestinien - Libération de tous les prisonniers politiques» au côté de Salah Hamouri, libéré en décembre 2011, après avoir passé sept ans dans les prisons israéliennes.

Organisé par l'Appel des cent de Bagnolet et l'Association France Palestine solidarité, cette soirée a permis d'en savoir plus sur le combat de Salah Hamouri durant ces trop nombreuses années. Un témoignage émouvant et à la fois révolté de celui qui aujourd'hui peut raconter la violence des conditions de détention des prisonniers palestiniens - qui sont encore 4 610 à ce jour - et dans une détresse immense face

à un État d'Israël toujours plus inhumain. Dans ces 20 prisons pour Palestiniens en Israël, il y a 400 enfants de 8 à 10 ans qui subissent le même traitement inacceptable que les autres adultes emprisonnés. Des enfants qui ne peuvent plus étudier, lire ou voir leurs parents parce qu'à un instant donné ils se sont révoltés. Des enfants que l'on abîme pour détruire en eux les Palestiniens qu'ils sont. Et puis il y a la détention administrative qui est sans cesse renouvelée, sans aucun motif valable, la violence de l'attente, et puis la maladie, les 400 prisonniers qui meurent à petit feu dans ces prisons inhumaines. Quant aux visites, depuis six ans elles sont impossibles pour les Gazaouis, pour les autres familles c'est un vrai parcours du combattant.

Salah Hamouri dresse ici un tableau terrible qui nous rappelle que l'État d'Israël viole impunément

les lois internationales et les droits les plus élémentaires des Palestiniens. De cette soirée qui se clôturera par la joie de vivre de la compagnie Jolie Môme, on ne retiendra qu'une chose : le combat pour la Palestine et ses prisonniers sera long et douloureux mais il reste juste et nécessaire.

En France, on expulse les enfants malades.

Le Réseau Éducation sans frontières (RESF) poursuit son combat pour obtenir le rapatriement en France de la famille Gashi, expulsée en début d'année vers le Kosovo. La famille vivait à Châlons-en-Champagne (Marne) sous le coup d'une obligation de quitter le territoire français (OQTF), malgré le lourd handicap d'un de leur fils, Blendon, 10 ans. Celui-ci était d'ailleurs en attente d'une opération à Reims.

RESF manifeste chaque semaine devant la mairie de Châlons pour obtenir le rapatriement de Blendon, dont l'état s'aggrave de jour en jour, et de sa famille.

La situation est d'autant plus critique que le Kosovo a été placé par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra) sur la liste des pays d'origine considérés comme «sûrs». Un pays tellement «sûr» qu'on peut y expulser un enfant malade alors qu'aucun traitement n'y est disponible...

GRÈCE

Des solidarités contre la crise

Samedi 21 avril, 45 ans exactement après le coup d'État des colonels fascistes, Savvas Metoichidis, syndicaliste enseignant militant engagé dans le courant radical, s'est suicidé. Comme Dimitris Christoulas l'avait fait il y a trois semaines, son geste terrible est une condamnation sans appel de la politique de ravages sociaux menée en Grèce, et ses camarades de combat saluent le militant participant entre autres causes à l'enseignement du grec auprès des immigrés, aujourd'hui au centre de la campagne raciste menée par le gouvernement et les officines néonazies. La pression de la crise entraîne bien sûr colère mais aussi découragements : en janvier, le nombre des chômeurs est passé à 1,85 million, soit 21,8% de la population active, dont 50,8% entre 15 et 24 ans, c'est dire l'avenir des jeunes si rien ne change... Par ailleurs, bien des enseignants constatent les difficultés grandissantes des familles : non-participation aux voyages scolaires, mais aussi évanouissements en classe d'élèves sous-alimentés. Dans ces conditions, la question de la solidarité devient une question de survie, mais aussi une question politique, comme l'a bien compris la bourgeoisie nationale, en mettant en scène des soupes populaires et des aides diverses. Aux premiers rangs, l'Église orthodoxe, voulant ainsi faire oublier que ses immenses richesses (foncières) ne sont pas touchées par les mesures. Mais le pire, ce sont d'intenses campagnes de médias aux mains de la grande bourgeoisie, comme celle de TV Sky, associée à l'Église et à l'armée pour récolter des surplus aux sorties de magasin, dans une campagne tout simplement titrée «*Tous ensemble, nous pouvons!*» L'affameur se voulant bien «*famé*»...

Dans ces conditions, il est vital qu'une activité concrète et durable de soutien se développe en essayant de se coordonner sur des bases de classe. Différentes initiatives existent déjà : le travail de Médecins du monde Grèce associant soins et nutrition de base est très efficace. Côté français, une initiative récente du Secours populaire a été remarquée : aide alimentaire aux grévistes de l'usine sidérurgique Hallivourgia et aux habitantEs d'une banlieue proche de l'usine. Indépendamment des initiatives de chaque organisation française, on peut se demander si une coordination autour du Secours populaire, reconnu en Grèce par une partie large de la gauche, ne permettrait pas d'élargir en France une campagne politique de soutien concret aux secteurs populaires. À noter, différentes initiatives qui se développent ces derniers temps, en rupture avec la logique marchande. Ainsi, ce que l'on a appelé le «*mouvement des patates*» : les paysans producteurs sont venus vendre directement sur des places de plusieurs villes, sans passer par les intermédiaires. Différence : le kilo à 0,20 centimes au lieu de 0,85 minimum, et un très grand succès, qui a obligé des maires à soutenir ces initiatives. À signaler aussi ces associations locales déjà existantes ou se créant et qui organisent comme à Chania (en Crète) des distributions de repas gratuits, ou bien, sur le modèle argentin, la mise en place d'un système de troc, auquel participe une série de magasins associatifs et qui connaît aussi un certain succès. Une coordination souple de toutes ces initiatives est à souhaiter, pour renforcer l'idée que les résistances locales sont un échelon indispensable d'une rupture politique centrale avec le capitalisme synonyme de faim et pauvreté.

Andreas Sartzeki, Athènes, le 22 avril



SUCCESSION À LA CGT Bernard, Nadine, Agnès, Éric et les autres



Nantes, décembre 2009. Bernard Thibault lors du 49^e congrès de la CGT. Au cours des débats, de nombreux congressistes se sont exprimés en opposition à l'orientation confédérale. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

Le débat sur la succession de Bernard Thibault à la direction de la CGT ne passe pas inaperçu. Il illustre l'évolution et les contradictions qui traversent le syndicat depuis des années.

Depuis longtemps, des tensions, des débats voire des fractures existent dans la CGT malgré une façade mettant en avant cohérence et homogénéité. Mais c'est la première fois que ces tensions portent de façon aussi visible sur le remplacement du secrétaire général. Autre nouveauté, la réaction de Thibault vise moins les médias qui «*inventeraient*» des divisions dans la CGT que «*des camarades [qui] ont fait le choix une nouvelle fois d'utiliser la presse après notre dernière Commission exécutive pour influencer les débats internes aux instances de la CGT*». Et enfonçant le clou : «*J'ai été habitué aux coups bas lorsqu'ils viennent d'en face, pas aux coups tor-dus qui viennent de notre propre camp*».

La stratégie du groupe dirigeant autour de Bernard Thibault provoque deux désaccords profonds. D'abord la stratégie de «*recentrage*», sur le mode du tournant effectué par la CFDT il y a 25 ans. Il s'agit, de fait, d'accepter le cadre de la société capitaliste sous prétexte de l'absence de projet alternatif et de l'échec du socialisme «*réellement existant*». Ce positionnement implique une prise de distance avec la politique, et plus précisément avec le Parti communiste qui a longtemps fourni le cadre politique de la stratégie de la CGT. Le deuxième sujet de confrontation concerne la structuration de la Confédération. En lien avec le point précédent, il s'agit d'adapter l'outil syndical aux évolutions de l'appareil productif

et des structures de l'État. La prise en compte de l'évolution de la structuration de la production pose des questions pertinentes : syndicat de sites, regroupement de fédérations ou syndicats, prise en compte de la diversité des statuts du salariat. Questions qui sont utilisées pour en même temps inscrire l'action syndicale dans le cadre du dialogue entre partenaires sociaux, depuis l'échelle régionale et les TPE jusqu'à l'échelon européen.

DES ÉVOLUTIONS CONTRADICTOIRES

Ces évolutions sont souvent présentées comme nécessaire pour le développement du syndicalisme : le recentrage répondrait à une évolution sociologique marquée par une prise de distance avec la politique, et celle des structures devrait les rendre plus proches du salariat réellement existant. Mais elles se heurtent aux difficultés de la situation politique et aux résistances d'appareils notamment fédéraux qui défendent leurs propres intérêts sous habillage de radicalité ou de respect du fédéralisme. C'est ainsi que le référendum sur le Traité constitutionnel européen de 2005 a permis l'unification de ces critiques et imposé à la direction confédérale un soutien (qui resta discret) à la campagne du Non. L'adhésion à la CES, l'évolution du système de cotisation (le Cogetise) visant à une meilleure gestion des finances et notamment à leur répartition mieux contrôlée politiquement, la construction des nouvelles règles de représentativité ont tour à tour suscité des débats et

contestations importants mais insuffisants pour faire obstacle à leur mise en œuvre. La prise de distance avec la politique, relativisée au moment du TCE, fut de nouveau prise en défaut avec la «*découverte*» de militants CGT adhérents du Front national. Aujourd'hui, c'est la pression exercée par le rejet du sarkozysme et sa mise en œuvre politique par l'alliance conflictuelle de Mélenchon et du PCF qui repolitisent les positionnements de la CGT.

Ces évolutions, en partie contradictoires, suscitent ainsi des oppositions à géométrie politique et «*géographiquement*» variable. Des fédérations comme l'Agro, le Bâtiment, la Chimie sont, à la fois, classées comme «*archaïques*», pouvant même encore appartenir à la Fédération syndicale mondiale (ex-stalinienne mais elle-même traversées par des courants contradictoires) et relativement radicales. Tout en maintenant des fonctionnements eux-mêmes «*traditionnels*» et une radicalité très relative (comme la fédération Chimie et les luttes des raffineries). Des fédérations, des unions départementales et des unions locales connaissent des débats voire des conflits profonds et durables.

Mais c'est peut-être dans les mois qui viennent que vont se dérouler les batailles les plus importantes avec la lutte contre l'austérité de droite comme de gauche. En même temps, à l'image de ce qui se passe en Italie, va se jouer l'avenir du syndicalisme de contestation sociale, affaibli par les reculs sociaux, politiques et militants.

Ces questions sont décisives pour l'avenir de la CGT et ne sauraient se réduire au choix d'une femme ou d'un homme représentant le secteur privé. Les choix d'orientation prennent à la gorge des appareils peu habitués aux débats et soucieux de la préservation de leurs intérêts particuliers.

Pour Thibault, «*cette mise en concurrence de dirigeants a notamment été renforcée du fait que des camarades se sont organisés depuis plusieurs mois pour imposer leur réponse, quoi qu'en pense le reste de la CGT*». L'avis qu'il rendra donc le 25 mai sera ensuite soumis à l'approbation du Comité confédéral national (CCN), qui se réunira les 30 et 31 mai. Aujourd'hui, seize noms, et non pas seulement les trois les plus cités ces derniers temps dans la presse (Agnès Naton, Nadine Prigent et Éric Aubin), ont été mis en avant dans les consultations des structures fédérales et régionales. L'évolution de la situation sociale et politique d'ici le prochain congrès confédéral (mars 2013) risque de rendre bien illusoire et bien fragile le compromis trouvé autour de celui ou celle qui succédera à Bernard Thibault.

Robert Pelletier

Les citations sont extraites du rapport de Bernard Thibault à la Commission exécutive confédérale le 17 avril.

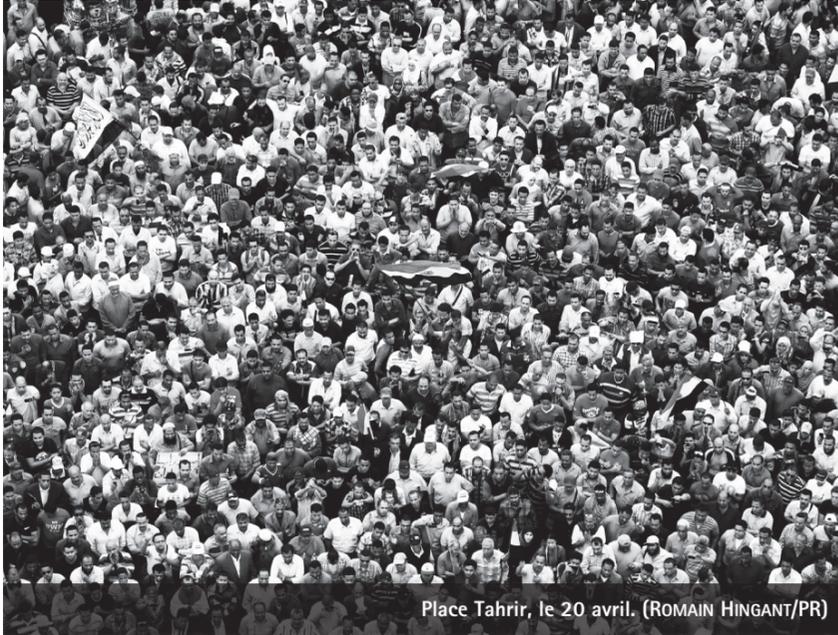
« À BAS LE POUVOIR MILITAIRE » D'une seule voix ?

ÉGYPTE. Les manifestations populaires contre les militaires au pouvoir reprennent dans le pays, à l'approche de l'élection présidentielle.

Vendredi 20 février, près de 2 millions de personnes ont manifesté dans les grandes villes d'Égypte. L'objectif et les mots d'ordre de cette journée de mobilisation étaient simples : mettre en garde l'armée contre la tentation de conserver les rênes du pouvoir après l'élection présidentielle dont le 1^{er} tour est prévu les 23 et 24 mai, et dénoncer l'impossibilité de contester les décisions de la Commission d'organisation de l'élection, accusée d'être aux ordres du Conseil suprême des forces armées (CSFA), et qui a annoncé la semaine dernière l'exclusion de dix candidats, dont les deux favoris (pour le 1^{er} tour) : le salafiste Abu Ismaïl, Omar Suleiman (l'ancien chef des services de renseignement et dernier vice-président de Moubarak), mais aussi le milliardaire Khairat El Shater, ancien dirigeant et stratège des Frères musulmans.

Initialement appelé par le Mouvement du 6 avril et la Coalition des jeunes pour la Révolution, la mobilisation a ainsi été rejointe par les Frères musulmans (mais aussi par les supporters du prêcheur salafiste Hazem Salah Abu Ismaïl). Si l'on excepte les manifestations du 25 janvier commémorant l'anniversaire du mouvement qui a abouti à la chute de Hosni Mubarak, c'est la première fois depuis l'été dernier, lorsque la colère des révolutionnaires s'était tournée vers le CSFA désormais dépositaire du pouvoir, que l'on assiste à une mobilisation de cette ampleur. Alors que la « bataille de Mohamed Mahmoud » en novembre-décembre et les émeutes qui ont suivi le massacre de Port-Saïd au début du mois de février 2011 étaient des affrontements menés par les jeunes révolutionnaires, résurgence du mouvement de janvier-février, cette fois presque l'ensemble du spectre politique appelait à reprendre la rue. Exception faite, bien sûr, des figures de l'ancien régime dont la candidature aux élections présidentielles est un des motifs qui ont conduit à cette mobilisation.

Si les revendications démocratiques dominaient les slogans sur la place Tahrir vendredi et pouvait donner l'apparence d'un front uni des révolutionnaires contre l'armée, désormais unanimement pointée comme la véritable force qui dirige le pays, les forces qui les portaient le faisaient pour des raisons tout à fait différentes les unes des autres. Ainsi, l'appel des Frères musulmans à « prendre la place » (Tahrir) a suscité chez les groupes de révolutionnaires initiateurs de l'appel, les partis libéraux et les organisations de gauche une méfiance légitime. Ceux-ci ne se sont pas gênés pour les accuser, via des slogans moqueurs, d'avoir « vendu la Révolution » dont ils s'affirment



Place Tahrir, le 20 avril. (ROMAIN HINGANT/PR)

désormais les défenseurs. Quasiment majoritaires à eux seuls à l'assemblée du peuple depuis les élections législatives qui se sont tenues entre fin novembre et janvier, la volonté d'hégémonie des Frères musulmans sur le plan politique est aussi à l'origine de la crise actuelle du processus constitutionnel : fin mars, une vingtaine de députés libéraux et de membres de la société civile démissionnaient de la commission d'écriture de la nouvelle Constitution, désormais composée uniquement par une majorité de députés proches des Frères musulmans, de salafistes et de membres désignés par l'armée. Les forces libérales et de gauche montraient ainsi leur faible influence sur le processus institutionnel de transition démocratique qui tourne de plus en plus à un face-à-face et une partie de bluff entre les Frères musulmans (au travers du Parti de la liberté et de la justice) et le CSFA.

Outre la tentation d'hégémonie politique qu'ils cachent mal, ce sont bien les positions des Frères musulmans vis-à-vis du mouvement révolutionnaire et des questions sociales qui ont suscité la méfiance quant à leurs intentions : appels au « retour à l'ordre » lors de la bataille de Mohamed Mahmoud, positions hostiles aux nombreux mouvements de grève qui traversent le pays...

L'unité réalisée dans la rue, même à leur corps défendant, par les groupes révolutionnaires, vendredi dernier, n'en demeure pas moins indispensable sur le plan des revendications démocratiques. Le procès

public en « anarchisme » fait par des dirigeants des Frères musulmans aux groupes socialistes en décembre dernier les a ridiculisés auprès de leurs propres troupes, après que ces derniers ont rappelé qu'ils avaient toujours pris position contre la répression qu'avait subie la confrérie sous le régime de Moubarak. Récemment, la candidature du salafiste Abu Ismaïl a été défendue (sans succès) devant la Commission électorale par Khaled Ali, avocat qui porte les droits des travailleurs depuis dix ans et candidat soutenu par une partie de l'Alliance populaire et le Parti socialiste égyptien.

Outre ces positionnements sur les différents candidats, la question est bien pour la gauche et les groupes révolutionnaires de savoir comment lier la question sociale aux questions démocratiques, alors que la situation économique est pire qu'il y a un an, que les conditions de vie et de travail ne font que se dégrader, et que les aspirations profondes du peuple égyptien qui ont conduit à la révolution du 25 Janvier sont plus que jamais d'actualité.

De ce point de vue, l'échéance du 1^{er} Mai sera centrale : préparée par les conférences ouvrières qui se tiennent dans différentes villes, la Fédération des syndicats indépendants qui revendique 3 millions de membres (et soutenue par le Front uni des socialistes), elle sera l'occasion de remettre la question de la justice sociale sur le devant de la scène et de l'inviter dans la campagne électorale.

Romain Hingant

PAKISTAN

Le Parti du travail tient son congrès

Le Labour Party Pakistan (Parti du travail) a tenu son sixième congrès les 7 et 8 avril derniers à Lahore. Un congrès ponctué, comme toujours en ce pays, de poèmes chantés – avec cette fois-ci la participation remarquée d'un artiste de renom national, Adeel Burki, reprenant les œuvres de Faiz Ahmad Faiz, grande figure politico-culturelle de la gauche pakistanaise.

Le congrès et ses 140 délégués avaient à leur ordre du jour l'analyse de la crise capitaliste internationale et de la situation au Pakistan. Les débats se sont concentrés sur la question nationale dans ce pays composé d'une mosaïque de populations rassemblées plus ou moins artificiellement dans un même État en 1947, lors de la partition de l'Empire des Indes britannique. Mais les principales décisions ont concerné la consolidation du LPP en tant que parti. Ce dernier a en effet connu en une décennie un développement très significatif (recrutement, implantation sociale, extension géographique...), mais avec une ossature organisationnelle dangereusement faible. Depuis un an déjà, un gros effort a été consenti pour lui assurer une base financière plus consistante, alors que dans le passé, le nombre de cotisants était très faible par rapport à celui des adhérents. De même, le LPP va retrouver des locaux qui lui seront propres, alors qu'il est actuellement hébergé par des ONG progressistes. Un nouveau comité fédéral a été élu, de 25 membres (dont seulement quatre femmes), avec un renouvellement des responsabilités les plus en vue, Nisar Shah (ancien secrétaire général) et Farooq Tariq (ancien porte-parole) ayant accompli leurs deux mandats successifs. Le nouveau secrétaire général, Younas Rahu, originaire du Sind (dans le sud du pays) et non du Pendjab, est un militant trempé dans les luttes syndicales et ouvrières qui a intégré la direction du LPP en 1999.

Nous étions deux invités internationaux présents au congrès, Toni Iltis pour l'Alliance socialiste d'Australie et moi-même, pour la Quatrième Internationale – une présence solidaire particulièrement appréciée à l'heure où le LPP et les mouvements sociaux subissent des attaques répétées. Ainsi à Okara, dans le centre, j'ai pu apporter un salut internationaliste à un rassemblement de 6000 paysans en mémoire de trois des leurs, abattus par l'armée. À Gilgit au Nord et à Faisalabad au Pendjab, cadres politiques et dirigeants syndicaux du textile sont soumis aux juridictions anti-terroristes. À Karachi, au Sud, d'autres syndicalistes sont accusés de gangstérisme ! À Hyderabad, une manifestation unitaire des forces de gauche contre l'enlèvement et la conversion forcée de jeunes femmes hindoues a été violemment agressée par une organisation fondamentaliste, avec la complicité de la police. Dans la vallée de Swat, au Nord-Ouest, le parti se construit sous la menace croisée de l'armée et des talibans.

C'est ce Pakistan des luttes qu'il convient de mieux faire connaître en France.

Pierre Rousset

TUNISIE Convergence des luttes !

Le 9 avril 1938, dans les rues de Tunis, l'armée française réprimait dans le sang une manifestation pour le droit à l'autodétermination du peuple tunisien. Depuis, l'événement est commémoré tous les ans. Cette année, la manif qui réclamait en particulier l'indemnisation des blessés de la révolution de 2011 a été réprimée par la police tunisienne avec l'aide des milices d'Ennahdha : sous prétexte d'une agression salafiste dans l'avenue Bourguiba quelques jours plus tôt, le ministère de l'Intérieur a décidé d'interdire et réprimer toute manifestation sur cette artère emblématique de la capitale. Deux jours plus tôt, la répression sanglante de la manifestation des diplômés chômeurs, au même endroit, a choqué la population : elle avait causé plus de 50 blessés. Quelques jours plus tard, ce sont les arrestations musclées de chômeurs dans la ville voisine de Radès qui ont suscité l'indignation : leur seul tort était d'avoir organisé des sit-in pour dénoncer l'inertie du gouverneur islamiste

qui a promis des emplois aux jeunes chômeurs. Pendant les arrestations, des enfants et des personnes handicapées ont été attaqués à l'intérieur même de leurs domiciles, agressés physiquement et asphyxiés par les gaz lacrymogènes. Dans le bassin minier, les résultats des concours de recrutement à la Compagnie des phosphates ont encore une fois provoqué la colère populaire : trop peu de postes ouverts, toujours pas de prise en compte des critères sociaux, népotisme... ici non plus, le départ de Ben Ali et de ses proches n'a rien changé à la dure réalité que vivent les familles : chômage, précarité, pauvreté... et un déchaînement policier digne de l'ancien régime. Alors les réactions n'ont pas tardé et la population exprime massivement sa colère : l'activité de plusieurs villes est totalement paralysée, écoles et administrations fermées, routes coupées, et des affrontements violents avec la police.

Si par crainte d'une montée simultanée des mouvements de grève, le gouvernement s'est

engagé à satisfaire les demandes de quelques secteurs tels que l'enseignement secondaire et supérieur, Ennahdha, plus généralement, n'opte plus que pour la violence et la répression.

Six mois après leur arrivée au pouvoir, les islamistes d'Ennahdha voient donc une colère massive et générale monter contre eux. Rien d'étonnant puisqu'en six mois peu de choses ont changé sur les problèmes de fond : le chômage, les salaires, la récupération des biens mal acquis des anciens dirigeants, ainsi que la non-traduction devant la justice des tortionnaires et pilliers sous Ben Ali. L'inflation record a fini de révéler l'incapacité d'Ennahdha à répondre aux urgences sociales.

La rédaction de la nouvelle Constitution en est toujours quasiment au point de départ. Des débats interminables sur l'article 1 ont eu lieu pour savoir s'il fallait y introduire la charia ou pas. Ce ne sera finalement pas le cas, grâce aux mobilisations, mais l'ancien article est maintenu, présentant l'islam comme la religion officielle !

Ennahdha a laissé les salafistes sévir en occupant des universités, bloquant les cours, agressant étudiantEs et enseignantEs, ou encore en attaquant des magasins (notamment ceux connus pour vendre des boissons alcoolisées). Le gouvernement a aussi multiplié les attaques à la liberté de la presse : des journalistes ont été agressés par la police dans les manifestations, d'autres ont été traduits devant la justice pour un article critique, une photo de nu ou encore un film d'animation (*Persepolis*) diffusé à la télé. Dans ce climat, les « destouriens » (héritiers de Bourguiba, en grande partie benalistes) s'organisent et tentent de résumer l'alternative politique à : islamistes ou destouriens. Ils risquent d'y parvenir si les forces de gauche et les militants révolutionnaires ne dépassent pas les illusions institutionnelles encore existantes, et surtout les divisions entre eux. Car les résistances populaires, certes nombreuses, restent trop éparpillées et peu organisées.

Commission Maghreb du NPA

Après le pre

Notre campagne, un acquis qui comptera



Notre résultat, 411 183 voix soit 1,15% des suffrages, est faible. Nous savions bien que la sympathie que Philippe Poutou avait suscitée, l'écho rencontré, auraient du mal à se transformer en vote. L'enjeu de ces élections était dominé par la volonté de sanctionner et d'éliminer Sarkozy, le débat est resté enfermé dans l'affrontement droite-gauche sans que le monde du travail, les classes populaires n'arrivent à imposer les vraies questions, celles de l'urgence sociale et des réponses à la crise. Le vote utile a fonctionné pleinement.

Ce score faible ne mesure pas l'impact réel de notre campagne ni son importance pour la suite.

L'ouvrier candidat, l'inconnu, a réussi à se faire entendre, à bousculer les routines politicienne et médiatique, à faire entendre nos idées, à gagner une large sympathie. C'est l'aboutissement d'une longue bataille politique pour faire entendre dans cette cacophonie électorale la voix du monde du travail, une voix anticapitaliste. Après avoir réussi notre premier tour, la collecte des 500 parrainages, Philippe a réussi à s'imposer dans le débat, à « crever l'écran » comme l'écrivait *Le Monde*. La sympathie rencontrée, suscitée, ne s'est pas exprimée par le vote dans un scrutin dominé par les enjeux institutionnels, mais ce qui a été semé au long de ces mois de campagne portera ses fruits. Cette bataille a commencé dès la conférence nationale de juin dernier qui désigna, à une faible majorité, Philippe.

L'ouvrier candidat, comme il se définit alors lui-même, était le mieux à même de dénoncer, face au monde des politiciens professionnels, les conséquences de la crise pour le monde du travail mais aussi le mieux à même de rassembler l'ensemble des camarades pour populariser, défendre nos réponses à la crise dans cette campagne. Son expérience de militant ouvrier et syndical, son passé politique, lui ont permis de faire face à une situation difficile. L'été pour se faire connaître de l'ensemble des camarades comme de l'extérieur, puis le long parcours du combattant, une première étape pour affirmer la légitimité de sa candidature, un début de crédibilité gagnée lors de l'émission « Mots croisés » au moment où dans le pays les luttes et résistances des salariés posaient la question des licenciements, les 570 signatures, « notre premier tour » réussi, Philippe enfin candidat, commençait la campagne en vrai. La ténacité, le courage, la modestie de Philippe devenaient un atout face à l'arrogance des politiciens professionnels. Ceux qui avaient cru pouvoir le traiter de haut devaient en rabattre pour s'étonner devant « l'effet Poutou ». Le mépris social cédait la place à la condescendance, mais Philippe et toutes les militantes du NPA engagés dans la bataille réussirent à relever notre défi : défendre les intérêts des travailleurs et des classes populaires, nos réponses à la crise, mener le débat, avoir une attitude démocratique, susciter les initiatives, faire confiance, associer toutes les énergies et les volontés...

C'est cette démarche qui nous a permis de franchir toutes les étapes pour réussir à nous imposer.

Cette bataille marque une étape importante. Alors que les résultats de Nathalie Arthaud soulignent les difficultés de Lutte ouvrière enfermée dans sa logique d'auto-affirmation, alors que la dynamique enclenchée par Jean-Luc Mélenchon autour du Front de Gauche ne peut surmonter par elle-même ses contradictions, notre modeste succès constitue un point d'appui pour à la fois continuer le travail engagé de regroupement des anticapitalistes et des révolutionnaires mais aussi œuvrer à la constitution d'un front contre l'austérité de droite ou de gauche, à l'unité du monde du travail.

Yvan Lemaitre

Le PS en tête

À l'évidence, François Hollande émerge comme le grand vainqueur de ce 1^{er} tour. Fait sans précédent sous la V^e République, l'ex-premier secrétaire du PS devance le chef de l'État en titre. On pourrait aussi rappeler que jamais un candidat PS n'avait été en tête au 1^{er} tour à Paris...

En fait, on voit avec le tableau ci-dessous qu'avec la candidature Hollande, le PS retrouve le niveau électoral des années Mitterrand, ce qui n'est pas rien.

Résultats du candidat PS au 1 ^{er} tour présidentielle (% exprimés)			
2012 (Hollande)	28,63 %	1988 (Mitterrand)	34,11 %
2007 (Royal)	25,87 %	1981 (Mitterrand)	25,85 %
2002 (Jospin)	16,18 %	1974 (Mitterrand)	43,25 %
1995 (Jospin)	23,30 %		

Ceci étant, il faut pousser l'analyse plus avant.

Sociologie...

Sociologiquement, un sondage Ifop « sortie des urnes » est instructif. Hollande réaliserait son meilleur score chez les diplômés de l'enseignement supérieur (34%) et le pire chez les non-diplômés (21%). Le socle électoral du candidat social-libéral, ce sont bien les couches supérieures du salariat.

En ce qui concerne le cœur de la classe ouvrière, il est évident que Mélenchon et Le Pen ont âprement disputé cet électoral au candidat socialiste : 50% des non-diplômés auraient voté Le Pen et 16% pour le candidat du Front de Gauche.

Le cas du Pas-de-Calais, département populaire et socialement sinistré, est significatif. L'extrême droite y progresse : la décade du vote UMP profite d'abord au FN (de 13 à 20% des inscrits entre 2007 et 2012) et de façon beaucoup plus limitée aux candidats situés à gauche du PS (avant FdG). Par contre, la progression de Hollande par rapport à S. Royal est limitée – de 20,57 à 23,07% des inscrits.

Le prix d'une campagne

Candidat surprise du PS après que le directeur du FMI (tout un symbole !) n'a pu le « représenter », Hollande s'est évertué à ne rien

promettre et s'en est tenu à surfer sur le rejet profond de Sarkozy dans le pays.

Il l'a fait au nom d'un parti qui occupe certes la place de la social-démocratie, mais dans un rapport de plus en plus éloigné de la classe ouvrière. Rares sont encore les militants authentiques dans ce parti de professionnels de la politique institutionnelle qu'est désormais le PS social-libéralisé.

Dans ces conditions, rien de surprenant à ce que les couches les plus menacées par la crise capitaliste ne se retrouvent que modérément menées par Hollande. En ce sens, le vide de l'extrême gauche n'est pas pour rien dans le score du FN (on n'a pas oublié la fraction non négligeable des électeurs de L. Sarkozy le 6 mai).

Perspectives

Tout indique que Hollande peut gagner le 6 mai – chasser Sarkozy est évidemment indispensable. Mais tout indique aussi que de larges masses utilisent le vote Hollande sans réelle adhésion à son candidat. On notera l'absence de scène de résultats du 1^{er} tour...

Dans le cas (probable) de la victoire de Hollande, il est évident que celui-ci ne pourra gouverner sans étroites alliances avec les forces qui gardent un pied dans les quartiers – le PS seul ne suffira pas. C'est pourquoi la conférence sociale (conférence sociale syndicales) ou ses appels du pied au Front de Gauche.

Pascal Morsu



Jean-Luc Mélenchon et le Front de Gauche, une dynamique, mais pour aller où ?

Avec 11,11% des voix, le candidat du Front de Gauche enregistre un résultat en net progrès par rapport aux candidatures du PCF lors des précédentes élections présidentielles. Il contribue ainsi à incarner la volonté d'un réel changement. Pour autant, les contradictions qui travaillent ce regroupement politique n'ont pas disparu et pourraient même s'accroître après un score vécu comme mitigé par les militants du Front de Gauche.

Jean-Luc Mélenchon a donc finalement fait dans l'urne un score inférieur aux intentions de vote dont il était crédité dans les sondages depuis plusieurs semaines, de 12 à 15%. De plus, le Front de Gauche n'a pas réussi à « mettre loin derrière lui » la candidate d'extrême droite, comme l'avait exprimé ses représentants dans ces dernières semaines de campagne. Pourtant son score est loin d'être un échec. Mélenchon multiplie notamment par six le résultat de la candidate du Parti communiste en 2007, Marie-George Buffet. Il a ainsi réussi à regrouper autour de sa candidature une large partie des voix de la gauche radicale pour occuper l'espace à la gauche du PS.

Avec notre candidature et celle de Nathalie Arthaud pour Lutte ouvrière, cet espace se traduit par 13,23%. Soit à peu près le même niveau qu'en 2002 mais presque quatre points de plus qu'en 2007. Il y a une petite poussée à la gauche du Parti socialiste, mais surtout un déplacement politique en direction des forces antilibérales du Front de Gauche.

On peut voir d'un bon œil la dynamique que celles-ci ont su incarner à la gauche du PS, exprimant ainsi une réelle méfiance si ce n'est une défiance à l'égard du candidat socialiste. Mais il faut aussi apprécier les limites programmatiques, voire le recul, que représente ce transfert de voix de l'extrême gauche vers le PCF et le PG. Au-delà d'un discours paraissant souvent radical, Mélenchon s'est situé dans une ambiguïté permanente par rapport aux institutions. En particulier, ses références à la

nation ou à la souveraineté de la République, son refus de la dénonciation de l'impérialisme français auront accablé la défense de mesures plutôt avancées comme l'augmentation du Smic à 1 700 euros net.

Le Front de Gauche a travaillé pendant cette campagne sur l'épineuse question du rapport au Parti socialiste, dans la perspective d'un retour de celui-ci au pouvoir. Cette campagne aura vu sur cette question à la fois des réactions personnelles du candidat (« je n'irai que dans un gouvernement que je présiderai moi-même... ») et des déclarations de la direction du PCF, dont une dernière de Pierre Laurent fixant comme objectif à la mobilisation du Front de Gauche aux élections législatives de « faire élire une majorité à l'Assemblée nationale, avec le maximum de députés du Front de Gauche ».

Une chose est sûre : dit plus ou moins clairement par Jean-Luc Mélenchon et ses divers porte-parole ne se sont pas limités en fin de campagne pour obtenir que le Front de Gauche ait des ministres dans un futur gouvernement. Ils ont cherché à ce que François Hollande se situe plus à gauche que la pression d'un score important de Mélenchon, voire d'un avenir d'une possible majorité parlementaire tout ou partie du Front de Gauche.

Il est maintenant fort possible que l'absence de continuité – que les dirigeants et militants du Front de Gauche souhaitent aux alentours d'au moins 15% – rouvrent le débat concernant l'orientation et la stratégie de ce regroupement politique, en particulier dans son rapport au Parti socialiste et aux institutions. Le NPA s'adresse au Front de Gauche, et à l'ensemble de la gauche sociale : il est temps de préparer une riposte unitaire à l'austérité et de préparer une alternative de gauche à Hollande. Y est-on prêt du côté du Front de Gauche ?

Manu Bichindaritz

Premier tour...

En échec, Sarkozy drague l'extrême droite

Le désaveu est cinglant. Avec 27% des voix, le président-candidat subit un échec d'autant plus retentissant qu'après avoir inter-dit quasiment toute autre candidature à droite (Borloo, Morin, Villepin, Boutin, Nihous), il ne dispose en vue du 6 mai d'aucune réserve de vote « naturelle ». Alors, dès le 23 avril à Saint-Cyr-sur-Loire (37), il a donné le ton de sa campagne de second tour : à l'extrême droite, toute.

Sarkozy a « écouté » le « message », « respectable », des électeurs de Le Pen qu'il « comprend », et il « tire la même leçon qu'eux ». Il va « leur répondre par des engagements précis », contre, pêle-mêle : les « spéculateurs », les « bureaucrates », les « corps intermédiaires qui veulent tout le temps décider à leur place », « l'insécurité », « l'immigration », la « régularisation massive des sans-papiers », le « communautarisme », la « burqa », la « technocratie », les « délocalisations », la « désindustrialisation », la « mondialisation sans règles », « l'arrogance » de la « finance », « l'Europe passoire »...

Reprenant directement le discours lepéniste, il revendique les « frontières » qui servent à « protéger », « l'identité nationale », la « nation », les « petits », les « sans-grade », les « ruraux », les « travailleurs qui ne veulent pas que ceux qui ne travaillent pas gagnent plus qu'eux », les « Français qui ne manifestent pas, ne protestent pas, ne cassent pas ». Et il pousse la provocation jusqu'à appeler à un rassemblement le 1^{er} Mai en défense du « vrai travail » contre « l'assistantat », sur une ligne que l'on ne peut qualifier autrement que de néopétainiste. Certes au Trocadéro, dans le 16^e arrondissement, à mi-chemin des ghettos très grand-bourgeois de Passy et de la rue de la Pompe !

Il y a deux façons d'interpréter ces propos inquiétants. La première met l'accent sur le fait que l'ami des grands patrons, le membre du couple Sarkozy défenseur de l'orthodoxie financière de l'Europe néolibérale, agit encore une fois comme un opportuniste, un aventurier et un démagogue sans scrupules ni principes. Certains, plus optimistes, ajoutent qu'après que les électeurs ont à nouveau préféré l'original à la copie, Sarkozy continue sa fuite en avant en suivant l'adage inversé : on ne change pas une stratégie qui perd. Un second type d'interprétation insiste davantage sur la perméabilité, de plus



en plus évidente, entre les idées – et peut-être bientôt les hommes – de la droite et de l'extrême droite. Évidemment, il y a des deux. Pris entre le FN et aussi (malgré son mauvais résultat) le Modem, qui l'un et l'autre guettent ou espèrent une implosion de l'UMP consécutive à une défaite de son chef, situation qui leur permettrait de participer en position privilégiée à une recombinaison de la droite – extrême d'un côté, « centriste » de l'autre –, le va-tout du président sortant prend des allures de pari désespéré. Pour autant, on ne peut prendre ses propos que pour ce qu'ils sont : une menace grave pour les classes populaires, le mouvement ouvrier, la gauche, celle d'une aggravation qualitative des agressions perpétrées depuis cinq ans. Alors le 6 mai, plus que jamais, il faudra aller dire et imposer : Sarkozy, dégage !

Jean-Philippe Divès

Le FN, poison mortel

Le score de Marine Le Pen est sans précédent : 17,9%, 6,4 millions de voix, soit un million de plus que son père en 2002.

Ce succès doit beaucoup à la démagogie de Sarkozy, promettant de diviser par deux l'immigration légale, d'organiser un référendum sur les expulsions de sans-papiers. En tentant d'imiter le FN, il a cette fois alimenté le vote d'extrême droite, en renforçant sa légitimité. Mais le FN a également profité de la lâcheté politique du candidat socialiste, qui a refusé de condamner la phrase de Sarkozy « il y a trop d'immigrés en France » et juré qu'il ne procéderait à aucune régularisation massive.

On ne combat pas le FN et ses idées haineuses en faisant le dos rond, en laissant insulter, jour après jour, toute une partie d'entre nous, les immigrés, leurs enfants, leurs petits-enfants. Le NPA affirme au contraire haut et fort qu'il faut régulariser tous les sans-papiers et accorder aux étrangers les mêmes droits politiques et sociaux qu'à tous les autres citoyens.

Le combat contre les idées racistes et fascistes est d'autant plus central qu'elles divisent profondément les classes populaires, diminuent notre capacité à nous défendre.

Or le mal est profond. D'un côté un électorat traditionnel de droite, xénophobe et hostile à l'État providence, aux « charges sociales » qui pèsent sur les petits patrons, se radicalise. De l'autre, la crise provoque un profond désarroi, aussi bien chez beaucoup de ceux qui se croient des « classes moyennes » et s'imaginent qu'ils « donnent plus au système qu'ils n'en reçoivent », que dans les classes populaires. Avec la crise ne s'élève pas automatiquement une conscience de classe, anticapitaliste. Sur fond d'absence d'espoir social, elle est aussi le terreau de sentiments imbéciles, crasseux, contre le voisin, contre le soi-disant « concurrent » pour le travail, les services publics, le logement. Autant de préjugés qui poussent la colère à s'exprimer dans le vote Le Pen.

Un sondage Ipsos publié dans *le Monde* du 24 avril estime ainsi que 29% des électeurs ouvriers auraient voté Le Pen, 22% des employés, et même 19% des voix des 18-24 ans. Une portion significative de la jeunesse, soumise à la pauvreté et à la précarité. La percée du FN est particulièrement spectaculaire dans des villes et des régions dévastées par la crise. Le Pen est par exemple deuxième dans le Pas-de-Calais, avec 25,5% des voix (+ 9 points par rapport à 2007 !), ou

ÇA CRAINT



encore dans l'Oise, avec 25% (plus 10 points !). Ce sont des départements très ouvriers où le vote Sarkozy s'est brutalement dégonflé par rapport à 2007. C'est cette France des 900 usines fermées en cinq ans, d'un million de chômeurs supplémentaires, où aucune riposte collective de grande ampleur ne s'est organisée contre les licenciements, où chaque travailleur s'est retrouvé brutalement à la rue, à tenter de survivre comme il peut.

Marine Le Pen a donc récolté un certain succès en faisant le pari de compléter sa panoplie raciste par des discours plus virulents sur le terrain social, moins libéraux, en dénonçant la finance, le CAC40, les plans d'austérité, mais en veillant toujours à les mêler à sa démagogie nationaliste et à la « priorité nationale ».

Face à un tel poison, les plus beaux discours ne peuvent avoir d'effet qu'en lien avec les mobilisations, contre les licenciements, pour les salaires, les services publics, les droits sociaux, les droits démocratiques. C'est par une politique visant au développement des luttes collectives pour ne pas payer cette crise, que l'on pourra répondre au FN, à la hauteur du danger qu'il représente.

Yann Cézard



dans la campagne fade la campagne socialiste votera d'ailleurs qu'une Pen voteront contre

mai, il faut s'en féliciter

d'électeurs populaires à l'orientation politique lieuse à l'annonce des

de le 6 mai, il est donc nous nouer des relations ns le monde du travail, est ainsi que doit être le (pour les directions e Gauche.

che,

refus de toute accompagné la mentation du

ne à éloigner notamment pouvoir. Cette pponses toute ouvernement plus directes Laurent qui Gauche aux de gauche à tés du Front

le candidat pas position- t de Gauche ont d'abord gauche sous oire dans un aire incluant

le haut score che auraient re les débats upement po- ialiste et aux comme à LO de construire opposition de de Gauche?



<http://www.larzac.org/>

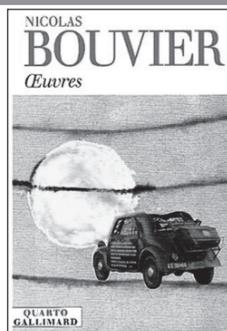
L'élection présidentielle vous a quelque peu déprimé ? Besoin de vert ? Il est peut-être temps d'aller faire un tour dans le Larzac ! Vous découvrirez via ce site le Larzac militant. Ici, on parle de la terre, celle qui a été aimée, cultivée, habitée et surtout pour laquelle des hommes et des femmes se sont vraiment battus. Ils ont su sauvegarder leur culture d'un projet d'extension du camp militaire de La Cavalerie entre 1971 et 1981, aujourd'hui, ils se battent encore et encore en s'engageant dans les luttes sociales et locales. Ce Larzac militant mérite d'être mieux connu, suivez le lien !



POLAR
LA MORT AU CRÉPUSCULE
William Gay, traduit de l'américain par Jean-Paul Gratiot

Folio policier / 6,80 euros
Toute l'ambiance de ce roman noir est résolument crépusculaire, rappelant par ses thèmes les romans gothiques : maison à l'architecture biscornue recelant des horreurs, fossoyeur tiré à quatre épingles outrageant les morts dont il est censé s'occuper, fuite dans des forêts lugubres parcourues par des personnages étranges... Dans ce décor, deux adolescents qui ont découvert les horreurs pratiquées par le croque-mort vont devoir fuir un tueur psychopathe, qui, à l'image des monstres et autres démons, va échapper au contrôle de celui qui l'a invoqué. C'est aussi une plongée dans l'Amérique profonde, dans ces communautés humaines qui donnent l'impression de fonctionner en marge du reste du monde. Bien écrit, ce thriller ravira les amateurs de romans profondément noirs, où l'espoir n'est plus qu'une chandelle vacillante.

Henri Clément



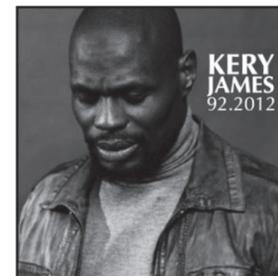
LIVRES
ŒUVRES
Nicolas Bouvier
Quarto Gallimard / 32 euros
1428 pages + 252 illustrations
En pleine campagne électorale, il est bon de prendre du recul et de retrouver « *L'usage du monde* » avec le plus grand des écrivains voyageurs de la deuxième partie du XX^e siècle. Parti dans les années 1950 pour l'Inde alors si mystérieuse, Bouvier se retrouvera au trou du cul du monde à Ceylan en proie à une grave dépression. Seuls les trotskystes ceylanais et une vieille épicière musulmane le remettront à flots (voir *Le Poisson scorpion*). De Ceylan au Japon, il n'y a qu'un mois de cargo et les buildings n'avaient pas encore défiguré Tokyo. Quelles magnifiques chroniques ! Mais le principal de cette œuvre n'est pas tant le voyage que l'usage de la vie et la philosophie du monde qui s'en dégagent dans une langue à la fois puissante et poétique. Toutes les œuvres de Nicolas Bouvier sont ici réunies ainsi que les dessins originaux de son ami le peintre Thierry Vernet qui l'accompagna un temps sur les routes.

Sylvain Chardon



BD
20 ANS FERME,
Un récit pour témoigner de l'indignité d'un système
Sylvain Ricard, Nicoby
Futuropolis / 17 euros
Milan n'est pas un saint. Il a 20 ans, il commet des braquages, il est arrêté, il reconnaît les faits sans donner ses complices, il prend vingt ans. Cette BD est l'histoire de sa peine, de ses années de prison marquées par les humiliations, les injustices, la révolte, l'exploitation, les bagarres. L'ouvrage est tiré d'une histoire réelle, mais plus qu'un cas particulier elle entend refléter la situation de milliers de détenus. Comment une société peut-elle prétendre faire de la prison un lieu de reconstruction et de réinsertion quand tout le système privilégie la violence, quand tout est fait pour briser l'individu ? Quand les vexations sont imposées non seulement au détenu mais aussi à sa famille ? *20 ans ferme* pose les bonnes questions et témoigne de l'inhumanité de l'expérience carcérale, sans pour autant mettre tous les acteurs du système carcéral dans le même panier.

Sylvain Pattieu



MUSIQUES
92.2012
Kery James
EMI
Kery James est entré dans le rap en 1992, au sortir de l'enfance. Son parcours artistique fut ensuite aussi sinueux que son vécu, entre trafics illicites, violences puis l'éclosion de son groupe Idéal J, et bien sûr, sa conversion à l'islam. Ses morceaux les plus conscients, comme *Banlieusards* ou l'inédit de ce best-of « réinstrumentalisé » *Lettre à la République*, pèsent donc d'autant plus qu'il n'a cessé de déconstruire une certaine mythologie de la rue qui n'offre que « deux issues, la mort ou la prison », pour l'avoir lui-même expérimenté et observé avec ses proches de la Mafia K1fry. Mais le principal intérêt de son nouvel opus réside dans le remarquable documentaire de Philippe Roizès, intitulé *Les Quatre Visages de Kery James*, qui tente de refléter la personnalité en arabesque d'un gosse des cités. Toutes ces facettes apportent un éclairage salvateur sur des thématiques qui contaminent si souvent le débat politique, en donnant la parole aux principaux concernés. À voir, à entendre, à comprendre.

King Martov

l'essai

LILIANE EST AU LYCÉE

Est-il indispensable d'être cultivé ?

NORMAND BAILLARGEON
Flammarion
116 pages
8 euros



Le titre de l'ouvrage (interprétation de *L'Iliade* et *L'Odyssée*) n'est pas sans rappeler le « *Zadig et Voltaire* » de Frédéric Lefebvre, d'ailleurs brièvement mentionné en introduction. Le tollé soulevé par cette marque évidente d'absence de référence culturelle sert de point de départ à une réflexion sur le rôle et l'importance de la culture générale, une idée très française selon l'auteur. Après avoir exposé les lacunes d'un tel modèle (élitiste, raciste, machiste...), il pourfend de façon très convaincante toutes les idées relativistes et postmodernes qui tapissent aujourd'hui l'air du temps. Rédacteur par ailleurs d'un *Petit cours d'autodéfense intellectuelle*¹, Normand Baillargeon se montre persuasif sur l'enjeu que représente une culture générale en termes politiques, en particulier comme condition de la conversation démocratique. De ce point de vue, il pointe le problème que pose l'absence de culture générale scientifique face aux grands enjeux qui se posent à nous en termes de santé comme de transition énergétique : « *Refuser d'armer chacun pour comprendre ces enjeux, c'est refuser de faire bénéficier la conversation démocratique de certaines des lumières qui lui sont indispensables si elle ne veut pas sombrer dans la propagande et que la science procure de manière exemplaire et inégalée : par exemple de cette leçon d'humilité épistémologique et de faillibilisme qu'elle donne ainsi que ce souci des faits et de la vérification indépendante.* »

Malgré la référence alléchante en introduction au projet anarcho-syndicaliste d'éducation, l'auteur traite au final de cet aspect trop rapidement. Sa référence à Fernand Pelloutier, en conclusion, nous invite à ouvrir la discussion sur une culture garante d'émancipation et donc à lire, en complément, un autre ouvrage fondamental dans ce domaine, *Culture prolétarienne*, de Marcel Martinet².

Henri Clément

1. *Petit cours d'autodéfense intellectuelle*, Lux, 2006, disponible aux éditions Lux.
2. *Culture prolétarienne*, Agone, 2004.

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE
27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com
Tél. : 01 49 28 52 44 / Fax : 01 49 28 52 43
Port offert avec cet article. Préciser nom et adresse, merci.

EXPOS Un nouveau tombeau pour Victor Hugo

La maison de Victor Hugo a invité l'essayiste et poète Annie Le Brun à renouveler la présentation des œuvres graphiques du poète qu'elle conserve. « Les arcs-en-ciel du noir » offrent un spectacle réussi, sur un propos et sous un titre qui le sont moins.

L'exposition, visible à Paris jusqu'au 19 août, ne surprendra pas les habitués des musées dont les scénographes ont abusé, ces derniers temps, des clairs-obscur dramatiques avec projecteurs de poursuite et autres accessoires de cirque. Le principe est ici poussé jusqu'à l'obscurité complète, faisant oublier la disposition primitive du musée, vaste appartement aux larges fenêtres ouvrant sur la place des Vosges. Seuls se détachent, chichement éclairés, les dessins d'Hugo et quelques reliques, avec leurs numéros (près de 200), renvoyant à des légendes imprimées dans un livret remis aux visiteurs à l'entrée, mais malaisé à consulter dans cette pénombre. A. Le Brun y précise aussi comment elle a ordonné cette sélection, qu'elle revisite dans un livre catalogue (Gallimard, 150 p., 45 reproductions, 19 euros) associé à la réédition qu'elle préface d'un petit texte d'Hugo, *Le Promontoire du songe* (même éditeur, 112 p., 6 euros).

« *Noir comme la jeunesse* », « *noir comme le théâtre des passions* », « *noir comme les voyages* », « *noir comme la liberté* », « *le choir du noir* », « *noir comme l'infini* », « *noir comme l'éblouissement* », telles sont les stations conduisant des dessins de cahiers de classe du futur poète à ses dernières œuvres plastiques, accompagnées des lettres que lui adressèrent Baudelaire, Lautréamont et Louise Michel, pouvant suggérer qu'il se serait finalement rallié au drapeau noir. Dans ce décor nouveau, on ne se lasse pas de contempler une fois encore les rêveries qu'il tirait de son seul matériel d'écrivain,

encre, plume et papier. Mais que vaut ce décor ? À côté du « *Victor noir* » qu'il cherche à mettre en lumière (si l'on ose dire), n'y eut-il pas un « *Hugo blanc* », non seulement le monarchiste qu'il fut durant un quart de siècle, mais même le républicain, qui se présente ainsi en 1863 dans le livre même que préface A. Le Brun : « *Nous le présent... nous la lumière* », luttant contre tous ceux qui veulent « *tuer le progrès, épaissir le bandeau sur la paupière humaine, masquer le point du jour* » ?

De cette rhétorique bien connue, toute en contrastes et balancements parfois lassants, A. Le Brun a choisi de ne retenir qu'un seul pan. Se réclamant du surréalisme, elle s'était d'abord intéressée au phénomène du « roman noir » puis à Sade dont l'œuvre relève partiellement de la même veine. C'est ce qu'elle est allée chercher chez Hugo, non sans prolonger les outrances de son modèle dont elle juge l'œuvre « *sidérante* », « *éblouissante* », et victime d'un « *anathème* » que lui aurait jeté « *la modernité* », quoique suggèrent du contraire les cérémonies prévues autour du 150^e anniversaire des *Misérables*, divers numéros

spéciaux de revues et cette exposition même avec ses deux publications. Noir à souhait, son tombeau de Victor Hugo « *tel qu'en lui-même enfin l'éternité le change* » mêle heureusement la poésie à l'éloge funèbre. Il n'ajoute ni ne retire rien à l'excellente *Légende de Victor Hugo* écrite en prison par Lafargue, le gendre de Marx, au moment des funérailles nationales du poète bourgeois, ni à ce qu'en écrivait Breton, « *Hugo est surréaliste quand il n'est pas bête* », formule qui se vérifie le plus souvent par sa réciproque.

Gilles Bounoure



Victor Hugo, « *Vianden à travers une toile d'araignée* », 13 août 1871, dessin, plume et lavis d'encre brune et violette, crayon, aquarelle, Maison de Victor Hugo, © Maisons de Victor Hugo / Roger-Viollet

Débris de campagne: combien valent les médiacrates ?

Un petit vent de critique des médias souffle sur la campagne électorale. Et c'est tant mieux. Par endroits, il fait même voler en éclats la morgue coutumière de certainEs chargéEs d'entretiens, particulièrement quand est mise en question la position sociale qu'ils ou elles occupent... Bris de vitrine et débris de campagne. (sur Acrimed*)

Commençons par une brève séquence où l'on apprend qui sont les méritants et ce qu'ils valent: la vision du monde social d'une «grande» journaliste.

Prologue: La valeur de Maurice Lévy... selon Marie Drucker

Sur RTL, chaque samedi, entre 12h30 et 13h30, Marie Drucker anime une émission au titre alléchant: «Le journal inattendu». Et, comme on n'avait pas écouté Maurice Lévy, président de l'Afep et du directoire de Publicis, depuis un mois¹, sa présence à l'antenne, le 14 avril 2012, fut vraiment inattendue! L'occasion pour lui de justifier les 16 millions d'euros qui venaient de lui être octroyés...

Marie Drucker l'accueillit par ces mots, bouleversants d'impertinence:

«Maurice Lévy, il est bon quand même de rappeler que vous n'avez pas usurpé votre rémunération. Vous avez transformé Publicis en groupe de com' mondial. Vous avez multiplié ses revenus par 10, créé des milliers d'emplois. [Puis, lentement et en pesant les mots:] Personne ne conteste ce que vous avez fait de Publicis, c'est-à-dire un groupe de com' qui fait jeu égal avec les plus grands groupes anglo-saxons et que vous êtes un bon patron.»

Le titre de ce «Journal inattendu» – «Maurice Lévy défend ses 16 millions d'euros de rémunération» –, est pour le moins incongru, puisque Marie Drucker avait absous Maurice Lévy avant qu'il le fasse lui-même et offert aux auditeurs le résumé de sa vision du monde social: si Maurice Lévy n'a pas usurpé sa rémunération, c'est que le groupe qu'il dirige lui doit tout et rien (ou si peu) à ses salariés: cela «personne ne le conteste»... puisque Marie Drucker le dit!

Publicitaire et donc ami des médias, Maurice Lévy n'est pas le seul méritant...

COMBIEN VALENT LES MÉDIACRATES

Reprenons...

I. La valeur de David Pujadas... avec Jean-Luc Mélenchon

David Pujadas est ce souriant présentateur qui s'offusque de la «violence» des travailleurs en lutte... et se félicite d'avoir accordé «deux minutes d'exposition» à l'un d'entre eux. C'est aussi ce vigilant critique des médias qui déclare que le journalisme «souffre d'abord de conformisme et de mimétisme», mais découvre en ces termes ce qu'il entend par conformisme: «L'idée que par définition le faible a toujours raison contre le fort, le salarié contre l'entreprise, l'administré contre l'État, le pays pauvre contre le pays riche, la liberté individuelle contre la morale collective.» C'est enfin, l'administrateur en plateau de la série d'émissions «Des paroles et des actes», diffusées par France 2, à l'occasion de la campagne présidentielle de 2012.

Le 12 avril 2012, c'est au tour de Jean-Luc Mélenchon d'être interrogé. Fin de la session:

- David Pujadas: Il reste 1 minute 40. Si on pouvait brièvement aborder trois questions...

- Jean-Luc Mélenchon: Trois questions en 1 minute 40?

David Pujadas, faussement naïf, demande alors si Omar Sy verrait ses revenus faramineux amputés comme le prévoit le programme du Front de Gauche. Allons droit à l'essentiel de ce grand moment que l'on peut lire intégralement [sur le site].

Jean-Luc Mélenchon: [...] Le vrai débat avec moi, c'est, les yeux dans les yeux, est-ce qu'il y a une limite à gagner beaucoup, beaucoup d'argent. Je ne sais pas si vous gagnez 30 000 euros par mois.

David Pujadas (déçu ou affectant la déception): Hélas!

Or Pujadas gagnerait 25 000 euros par mois. Selon le Point du 19 avril 2012, «avec le candidat du Front de Gauche qui voudrait fixer la limite à 30 000 euros par mois, David Pujadas passe juste un peu au-dessous de la toise à 5 000 euros mensuels près.» Ce «juste au-dessous» correspond quand même à près de trois salaires moyens².

Jean-Luc Mélenchon: Je vais vous dire qu'avec 30 000 euros – vous ne les avez pas... – vous avez quand même une idée de ce que ça représente moins de 30 000 et donc plus de 30 000? Eh bien, moi je dis que c'est assez. Voilà, ça suffit!

On peut vivre très bien avec moins de 30 000 euros par mois. Voilà!

David Pujadas (pressé de passer à la question suivante): Trente secondes [le temps qui reste]. Fabien, la toute dernière question... Alors ça va être dur de répondre en aussi peu de temps!

Jean-Luc Mélenchon: Vous ne trouvez pas, c'est beaucoup déjà 30 000? Vous trouvez pas qu'on pourrait faire mieux? Et qu'est-ce que vous pensez du salaire de 1 à 20 dans votre propre entreprise?

David Pujadas: D'ordinaire, c'est moi qui pose les questions.

- Jean-Luc Mélenchon: Oui, mais c'est moi, là, qui vous pose la question. Est-ce que vous seriez d'accord – moi je ne veux pas toucher à votre paye, mais...

- David Pujadas (souriant): Le débat prend une drôle de tournure.

- Jean-Luc Mélenchon: Monsieur Pujadas, entre votre paye...

- David Pujadas (de plus en plus pressé): Attention, c'est votre temps de parole, Monsieur Mélenchon! (rire un peu gêné)

- Jean-Luc Mélenchon (à peine audible et se tournant vers les techniciens, invisibles sur le plateau): ...et eux qui travaillent là derrière n'auraient pas d'écarts...

- David Pujadas: Vous avez mieux à faire pour convaincre. Il reste peut-être 10 secondes pour parler de Cuba. 10 secondes c'est peut-être un peu juste?

David Pujadas était pressé... Restent les questions qui lui étaient posées et qu'il était pressé... d'éluder.

II. La valeur de Jean-Michel Apathie et de Michel Denisot... avec Nicolas Dupont-Aignan

La scène se passe lors du «Grand Journal» de Canal Plus, le 13 avril 2012. Elle réunit Nicolas Dupont-Aignan, Ariane Massenet, Michel Denisot et Jean-Michel Apathie. Seule la vidéo peut rendre compte de l'acharnement à dissimuler le montant de leurs revenus et la transcription intégrale de la scène mérite de passer à la postérité [voir sur le site]. On ne retiendra donc ici que les meilleurs moments.

Ce jour-là, goguenards, les animateurs en charge de «l'impertinence à la sauce Canal» croyaient pouvoir railler, comme à leur habitude, un des «petits candidats». Aux yeux de ces amuseurs, toutes les questions sont bonnes à poser... sauf quand c'est l'invité qui les pose...

Nicolas Dupont-Aignan prend à partie «tous ces éditorialistes de bazar, qui vivent ensemble, qui font toujours les mêmes articles et qui sont totalement coupés des réalités... qui gagnent un argent fou, et qui croient connaître les Français, ils ne connaissent plus rien des Français.» Et propose de «s'en débarrasser un jour...». Jean-Michel Apathie offusqué, relève: «S'en débarrasser». Ariane Massenet, finaude: «Vous vous mélenchonisez!» Bien que Dupont-Aignan s'en défende, Massenet persiste, épaulée par Apathie qui grince: «Si si si si!... Non, elle a raison, elle a raison...». Et reprend, comme s'il craignait déjà pour sa tête...: «On va s'en débarrasser, c'est...»

Enjoignant de nouveau les chroniqueurs à «alle[r] voir les Français qui vivent, qui souffrent... ça vous changera...», Dupont-Aignan voit Michel Denisot, visiblement agacé, lui rétorquer: «Non, mais on ne vit pas dans la lune quand même!»

- Dupont-Aignan: Non, mais on ne vit pas dans la même monde.

- Denisot: Mais si monsieur, ben euh... Vous ne savez pas où je vis!

- Dupont-Aignan: Ben, donnez votre salaire, combien vous gagnez?

Denisot commence par déclarer fièrement «c'est moi qui me paye...» [Mais sur le dos de qui?], et finit par invoquer la protection, de sa vie privée: «ça ne vous regarde pas!» Et alors que Dupont-Aignan le somme plusieurs fois de «dire droit dans les yeux combien vous gagnez aux Français! Parce que c'est une somme tellement extravagante [...]», Denisot riposte: «C'est moi qui vous paye avec mes impôts Monsieur...»

Réplique immédiate de Dupont-Aignan: «Ah! Et les Français, ils ne contribuent pas à votre richesse?» Apathie, pour qui «Ça n'a rien à voir», s'insurge: «Mais quelle agressivité!»

Dupont-Aignan poursuit: «Eh ben, vous voyez...»



ça veut dire que tous ces gens qui s'en mettent plein les poches [pointant ses doigts vers les deux côtés de la table], et qui donnent des leçons à la terre entière... [...] Et qui ne veulent pas voir...»

Mais Denisot s'obstine et hausse le ton: «Non, je ne dirai pas combien je gagne... [...] Mais je ne m'en mets pas plein les poches! [...] je n'ai pas de leçon à recevoir de vous...» Pendant qu'Apathie, qui, c'est bien connu, se garde bien de verser dans de tels registres, relève à nouveau: «Plein les poches... c'est des expressions comme ça...»

Alors qu'Ariane Massenet lance des appels au calme et que Denisot bafouille, Apathie s'emporte: «Plein les poches... Mais, Plein les poches, qu'est-ce que ça veut dire? Plein les poches! Mais traitez-nous de voleurs tant que vous y êtes!» Dupont-Aignan persiste et réplique: «Osez dire votre salaire Monsieur Apathie!» Et ce dernier, d'un ton péremptoire, de répondre: «Mais mon salaire Monsieur... Je le mérite mon salaire Monsieur!», avant de proclamer: «Eh bien je ne le dirai pas!»

Outré par ces questions que tout journaliste d'investigation devrait poser à un éditorialiste multicarte, Apathie hurle à la persécution: «Vous n'êtes pas un inquisiteur!» Et de lancer ce défi: «Vous n'avez qu'à faire une loi pour obliger les gens... pour obliger les gens à dire leur salaire!»

Dupont-Aignan ne lâche pas prise: «Vous prenez de l'argent... beaucoup d'argent... et vous ne voulez pas dire votre salaire!» C'en est trop pour Apathie: «C'est du populisme intégral! intégral!» Un peu plus tard encore, Dupont-Aignan prend soin de préciser: «[...] Je ne parle pas des journalistes... [...] Je parle de certains éditorialistes parisiens qui veulent dicter leur conduite à l'opinion française, et je dis que l'opinion française, y'a un moment, elle a envie de penser par elle-même...»

Denisot se souvient alors que «c'est le vote qui permet d'exprimer les... [opinions]. D'un côté, les opinions papotantes (et bavardes) et de l'autre les opinions votantes (et silencieuses)? Seules les premières bénéficient d'une rémunération méritée, dont le montant est couvert par le «Secret Défense»...

Tout le reste se passe de commentaires...

Épilogue: la valeur de Martin Bouygues... avec Philippe Poutou, face à François Bachy et Claire Chazal

Dimanche 15 avril, Philippe Poutou, invité sur la chaîne du marchand de béton dans l'émission «Parole directe», pour cette fois la bien nommée. Philippe Poutou: Il y a de la motivation pour dire tout ça, pour dénoncer, d'un côté, les richesses qui se font, et, de l'autre côté, la pauvreté [...] Par exemple, il y a quelqu'un que vous connaissez bien, c'est le patron de la chaîne, Martin Bouygues. 2,5 milliards de fortune. Et ça c'est inadmissible. [...] Il faudrait, je crois, 200 000 ans de travail pour qu'un smicard puisse gagner autant, 200 000 ans de travail [...]

François Bachy et Claire Chazal, en vrais «pros», sont restés impassibles. Leur patron va-t-il leur accorder une prime? Plus sérieusement: bien

évidemment, comme Maurice Lévy, Martin Bouygues doit sa fortune au travail des salariés de ses entreprises (et, dans son cas à l'héritage, de la fortune de son père). Mais il la doit aussi à la privatisation à bas coût d'une télévision publique!

MAIS REVENONS À LA VALEUR DES MÉDIACRATES PROPREMENT DITS...

La colère de Jean-Michel Apathie et l'indignation de Michel Denisot ne pouvaient pas rester sans suites. Sur le site de L'Express, Renaud Revel – [«Quand Denisot et Apathie butent à tort sur la question de leurs rémunérations»] [http://blogs.lexpress.fr/media/2012...] – se chargea d'expliquer que ses protégés n'auraient pas dû dissimuler leurs revenus qu'ils ne devraient qu'à leur seul talent: celui-là même dont ils firent preuve pour ne pas répondre à des questions dérangeantes?

Quant à Jean-Michel Apathie, il publia sur son blog un billet qu'il retira quelque temps après et dont Rue 89 publia un extrait. Nous disposons de sa version intégrale, mais – charitablement – nous ne la publierons pas, du moins dans l'imédiat: Jean-Michel Apathie a droit au remords, dont il est d'ordinaire si avare!

Puisque, dans le secteur public, les revenus sont payés par la redevance, les montants de ces revenus, particulièrement quand ils sont exorbitants, doivent être connus. Il en va de même dans le secteur privé de l'audiovisuel puisqu'il est financé par la publicité, c'est-à-dire par une taxe déguisée, payée par les consommateurs.

Mais, surtout, qui peut croire que les produits du cerveau des médiacrates sont totalement indépendants de leur compte en banque? Parce que l'échelle des revenus dans tous les médias est l'indice de rapports de pouvoir et que, au bas de cette échelle, les soutiers sont précarisés et maltraités, cette échelle doit être rendue publique. Qui peut croire que les entreprises médiatiques ne sont pas des entreprises comme les autres, souvent pires que bien d'autres?

Henri Maler, Nils Solari
publié sur le site d'Acrimed le 20 avril 2012

* Retrouvez cet article sur le site d'Acrimed: http://www.acrimed.org/article3809.html#

Vous pourrez également suivre les liens qui conduisent à des articles sur le même sujet et regarder la vidéo de l'échange entre Mélenchon et Pujadas.

1. Sur RTL, à 8h15 chaque matin, Yves Calvi reçoit un invité dans une émission au titre prometteur: «Le Choix de Yves Calvi». Le mardi 13 mars 2012, il recevait Maurice Lévy, président de l'Afep (Association française des entreprises privées) et du directoire de Publicis, pour qu'il puisse tout à loisir pourfendre tous ceux qui voudraient encadrer ou limiter les salaires des grands patrons, à commencer par l'imposition prévue par François Hollande. Mais ce n'était pas suffisant...

2. Dans un «document» intitulé «Huit journalistes en colère» et diffusé sur Arte, le 9 février 2011, et analysé [sur le site] par Mona Cholet.

3. Ajouté après publication de cet article.

courrier

Le livre qui fait honte aux capitalistes (M. A. et I. Z. Riposte antifasciste). Philippe Poutou l'a dit, « *Le Pen est une escroquerie* ». Le livre de Valérie Igounet, Robert Faurisson, portrait d'un négationniste (Denoël) fera mal aux patrons.

Il y a toujours eu un mystère Faurisson, mais à chaque étape, on retrouve son « révisionnisme » mêlé à ce FN dont les plus gros bonnets viennent maintenant à ses shows... dieudonnistes, tandis que le Vatican, ne voulant pas rater l'occasion du bombardement (sans excuse) de Gaza, réintègre les intégristes, et qu'on voudrait nous faire croire que la fille Le Pen « a fait le ménage ». Bien sûr qu'il y a le conflit du Moyen-Orient en arrière-fond de ces intrigues. Et ce conflit n'existerait pas sans les tensions entre les blocs surarmés (actuellement USA et Europe) pour le partage du butin impérialiste : mais la tension entre deux blocs, n'existait-elle pas en arrière-plan de l'affaire Dreyfus ? Or fallait-il, pour autant, laisser passer le mensonge d'État ? Et la minimisation des crimes nazis aujourd'hui est un beau mensonge. D'où l'idée de Valérie Igounet. On apprend ainsi qui était l'inséparable de Faurisson à Vichy, un collaborateur patenté de chez Doriot. On voit comment le grand ami de Dieudonné traitait ses élèves de Côte d'Ivoire, comment il s'exprimait sur « les fellaghas », etc. L'auteur n'est pas d'accord avec la suppression de l'État d'Israël, ce dont il faut discuter. Par contre, le retour à la case Pétain, qui peut s'y résigner ? Or c'est bien de cela qu'il s'agit, les patrons ayant rallumé les choses les plus malsaines, au point que le catholique *Télérama*, a fait son numéro spécial cet été... sur Céline, le grand homme de Faurisson. Mais, voyons ce qu'a dit quelqu'un en 1919 : « *On appelle antisémitisme le fait de semer la haine contre les Juifs. [...] La police tsariste organisait des pogroms antijuifs. Dans les autres pays également, il nous arrive fréquemment de voir les capitalistes attiser la haine contre les Juifs, afin de jeter de la poudre aux yeux de l'ouvrier et de détourner son regard de l'ennemi véritable des travailleurs qui est le capital [...] Les ennemis des travailleurs, ce ne sont pas les Juifs. Ce sont les capitalistes de tous les pays. Il y a parmi les Juifs des ouvriers, des travailleurs : ils forment la majorité. Ce sont nos frères opprimés par le capital, nos camarades de combat pour le socialisme. [...] Les capitalistes cherchent à semer et attiser la haine entre les ouvriers de croyances, de nationalités et de races différentes. [...] Honte à ceux qui sèment la haine contre les Juifs, à ceux qui sèment la haine contre les autres nations. Vivent la confiance fraternelle et l'alliance de combat entre les ouvriers de toutes les nations dans la lutte pour le renversement du capital.* » Ça, ce n'est pas Céline mais Lénine, et c'est bon, et pas que pour le moral.

Non, Lise London n'est pas des nôtres (Claude Bégué, Jacques Giron, Pierre Granet) Consternation et colère quand [...] nous avons lu, sous la plume de Myriam Martin, cet « *Hommage à une résistante* », Lise London, juste au-dessous de l'hommage rendu à Raymond Aubrac, récemment décédé lui aussi. Oui ! Raymond Aubrac était des nôtres. Mais qu'en fut-il de Lise London ? Pendant la guerre civile espagnole de 1936-1938, Lise London fut une envoyée disciplinée du Komintern, une émissaire de la police de Staline, chargée dans les Brigades internationales de « faire le tri » et d'exécuter tous les militantEs trotskistes, « poumistes » et anarchistes partisans de la transcroissance du combat contre le franquisme en révolution socialiste et opposants à la politique de Staline qui, allié des bourgeoisies anglaise et française, dictait aux partis stalinien de l'État espagnol de s'en tenir à la défense de la République démocratique bourgeoise. Longue est la liste des nôtres disparuEs, exécutéEs, parmi lesquels Andreu Nin, dirigeant du Pouv. Et s'il est vrai que beaucoup de militantEs stalinien sont tombés au front sous les balles franquistes, il n'est que de lire ou de relire *Hommage à la Catalogne* de George Orwell ou *Revolution et contre-révolution en Espagne* de Felix Morrow, de voir ou revoir le film de Ken Loach *Land of Freedom*, pour savoir le rôle joué par le Guépéou et ses sbires, pour comprendre que Lise London en a fait partie. Durant la lutte contre l'occupation nazie de la France, elle fut incontestablement résistante, mais pas avant la dénonciation par Hitler en juin 1941 du pacte germano-soviétique de non-agression et de partage de la Pologne de 1939. Donc bien après l'engagement des Manouchian, Elek et autres FTP-MOI, anciens des Brigades internationales rescapés des balles franquistes... et stalinienne. Il aura fallu que la main criminelle de Staline atteigne sa propre famille (son mari Artur London en 1951) pour que Lise London s'émancipe de la dictature du Petit Père des peuples. Certes, mieux vaut tard que jamais ! Mais sa critique du stalinisme n'a été que partielle ; elle n'a jamais porté sur la période de la guerre d'Espagne, contribuant à colporter l'« histoire des vainqueurs ».

Non, Lise London n'est pas des nôtres. Et nous avons dans notre histoire suffisamment de femmes rebelles, insoumises, authentiquement révolutionnaires, pour ne pas encenser Lise London en occultant des pans obscurs de son histoire. [...]

Contre l'austérité et la Troïka, toutes et tous à Francfort du 17 au 19 mai !

La crise et l'austérité touchent tous les peuples d'Europe. Pour protester contre la spéculation et les diktats de la Troïka, une mobilisation est organisée en Allemagne devant la BCE.

Le 19 mai, quelques jours après le premier anniversaire du mouvement des IndignéEs de l'État espagnol, la Conférence européenne contre l'austérité appelle à manifester dans les rues de Francfort. Ce sera l'aboutissement de trois jours d'actions dans le quartier des banques. L'objectif est de réunir un maximum de monde devant le siège de la Banque centrale européenne (BCE), contre l'austérité, les coupes budgétaires, les privatisations, les baisses des salaires, les suppressions d'aides sociales, etc. Il est possible, par les pressions populaires, de faire reculer le pacte budgétaire et les conséquences antisociales et antidémocratiques qu'il porte. Mais au-delà, ce rassemblement est une étape pour la construction d'une convergence des luttes contre les politiques d'austérité en Europe.

LA TROÏKA FAIT LA LOI

La crise de la dette continue de s'accroître : après la Grèce, l'Italie ou l'État espagnol, la France est dans la ligne de mire des marchés... Au point que les traders allemands ont mis en place un outil spécialement destiné à spéculer sur sa dette. L'idée de ces professionnels de la finance est de faire monter le taux d'intérêts des emprunts de l'État français. C'est dans les poches des salariéEs qu'il trouvera l'argent pour engraisser les banquiers. Un mécanisme de plus pour leur transférer nos richesses. Le FMI vient d'emprunter 430 milliards d'euros aux marchés en prévision de la faillite potentielle de ces pays. Un indice de plus de l'urgence de la situation. Chômage, précarité, misère, sont les conséquences connues de la



(PHOTO THÈQUE ROUGE/CHRISTIAN)

crise. Concrètement, cela se traduit par une augmentation de 40 % du taux de suicide, en un an, en Grèce, des jeunes, des salariéEs et des chômeurEs obligéEs de couper du bois à Athènes pour se chauffer, car le gaz est devenu trop cher, une pénurie de sparadrap à l'hôpital...

LES PEUPLES RÉSISTENT

Malgré cette situation désespérée, la colère commence à prendre le pas sur la résignation. Après une réduction de 22 % du Smic grec en février, la population est descendue massivement devant le Parlement. Dans l'État espagnol et au Portugal, les centrales syndicales ont organisé des journées de grève réunissant des centaines de milliers

de personnes. À Prague, en avril, a eu lieu la plus forte mobilisation depuis la chute du Mur. L'initiative est préparée en Allemagne par les mouvements Occupy de Francfort et Berlin, des associations et collectifs locaux, Attac Allemagne, des groupes d'extrême gauche, Die Linke... Elle est relayée en Grèce, en Autriche, en Belgique, dans l'État espagnol, en Italie, en Slovaquie ou encore en France. Un collectif unitaire (réunissant notamment Attac, le CADTM, Solidaires, Transform et le NPA) s'est mis en place. Les collectifs contre la dette seront également au centre de la mobilisation.

Pour nous, la mobilisation du 19 mai a une importance particulière. Il s'agira du premier rendez-vous après la présidentielle, contre les plans de rigueur et le BCE. Cela en fait une échéance majeure pour la construction d'une riposte face à l'austérité, quel que soit le vainqueur le 6 mai prochain.
Elsa Péhuite, Lucien Soufyene et J-B Pelé

L'inscription pour partir en bus à la manifestation du samedi 19 mai (40 euros l'aller-retour) peut se faire par mail, à francfort@attac.org, par téléphone, au 01 56 06 43 62 (de 17h à 19h tous les jours en semaine) ou auprès du NPA.

NOTRE-DAME-DES-LANDES Grève de la faim contre les expulsions

Depuis le mardi 11 avril, un agriculteur exploitant et un agriculteur retraité menacés d'expulsion par le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes en Loire-Atlantique ont entamé une grève de la faim. Le 17 avril, ils ont été rejoints par Françoise Verchère, conseillère générale PG du département. Ils demandent l'annulation de la déclaration d'utilité publique « *promulguée à partir d'une étude économique faite en 2006, et dont les éléments sont erronés, voire falsifiés* ». Devant le mur de mépris et d'entêtement des éluEs PS, soutenuEs par le PCF et l'UMP (dont la solidité a néanmoins été récemment ébranlée par la prise de position de la commission agricole du PS 44), la population de Notre-Dame-des-Landes fait encore une fois entendre sa voix, et cette fois-ci au cœur même de la ville de Nantes.

Un barnum, un tracteur, un enclos peuplé de moutons d'Ouessant conscients de leur responsabilité d'ambassadeurs, des caravanes, et bien entendu, les banderoles anti-aéroport, se sont installés en plein centre-ville. Un mouvement incessant de sympathisantEs d'ici ou d'ailleurs, d'habitantes de la région et de personnalités politiques, souvent accompagnéEs de journalistes, soutiennent les grévistes sur le site. Le mouvement des opposants à l'aéroport est entré depuis un an dans une phase populaire, renforcée par la manifestation du 24 mars (qui avait rassemblé 10 000 personnes à Nantes) et par cette grève de la faim.

« *Vous pourrez vous exprimer pendant l'enquête publique* », leur avait-on dit au moment du débat public ! Mais depuis ce semblant de débat, « on leur dit qu'il est trop tard ! » Un argumentaire, très bien construit, prouve l'inutilité de l'aéroport, sa face cachée destructrice de fonds publics, et son côté antisocial et anti-écologique. Malgré les grandes mobilisations populaires contre le projet et les soutiens de toutes parts, y compris de la plupart des candidats à l'élection présidentielle, le débat semble impossible.

Les recours en justice des opposants n'ont pas encore été jugés. Qu'à cela ne tienne, la violence continue : après le gavage forcé des vaches et des militantEs de Notre-Dame-des-Landes à l'automne, les bulldozers sont sur les starting-blocks pour raser les fermes de Michel et Marcel.

Ce projet, confié à la pieuvre multinationale Vinci, destructeur d'emplois agricoles, destructeur de l'environnement, est le symbole de la société productiviste et capitaliste contre laquelle nous nous battons. Le NPA est résolument engagé aux côtés des opposants.



(ACIPA 2012 / AM CHABOT)

Philippe Poutou a réaffirmé à Notre-Dame-des-Landes au cours du rassemblement de juillet 2011 (14 000 personnes), et à Paris à l'arrivée de la tracto-vélo, la ferme opposition des anticapitalistes au projet d'aéroport.
Commission écologie NPA 44

1. Voir la contre-étude réalisée par le cabinet CE Delft sur site du collectif d'élus : <http://aeroportnddl.fr>

Voir nos articles sur le projet d'aéroport : www.npa2009.org



Inspection du travail: une première victoire amère.

Nouvelles mobilisations des agents du ministère du Travail (inspection du travail et services de l'emploi) les 12 et 19 avril, à Nanterre et Lille, où se tenaient les commissions chargées d'émettre un avis sur la reconnaissance en accidents de service (l'équivalent des accidents du travail) des suicides de Luc Béal-Rainaldy et Romain Lecoustre, inspecteurs du travail, en mai 2011 et janvier 2012. Après les grèves des 28 juin 2011, 7 février et 15 mars derniers, des mobilisations locales et une fronde spontanée par courrier électronique (voir *Tout est à nous!* n° 110, 136 et 141), entre 150 et 200 agents se sont rassemblés et ont manifesté.

Une mobilisation qui a fini par payer, puisque les commissions ont donné un avis favorable, malgré l'abstention lâche et cynique des représentants des ministères du Travail et des Finances. Ces avis permettront la reconnaissance des accidents de service, puisque Xavier Bertrand s'était engagé par écrit à suivre ces avis. Dans le cas de Luc, secrétaire du Snutef-FSU, la commission admet même l'imputabilité du suicide aux difficultés d'exercice d'une activité syndicale au sein du ministère.

C'est une victoire pour les familles de Luc et Romain, qui vont pouvoir être indemnisées, et pour les agents qui ont montré une détermination à toute épreuve et ont mis l'administration en difficulté.

Une victoire au goût amer néanmoins. Il aura fallu affronter une administration qui avait la possibilité de reconnaître immédiatement les accidents de service sans passer par les commissions de réforme dont l'avis n'est que facultatif, et qui est restée jusqu'au bout sourde au malaise, à la souffrance et à la colère des agents alors que les faits l'accablent. Et les raisons qui ont poussé Luc et Romain à mettre fin à leurs jours, elles, perdureront tant que se poursuivra la politique de casse des services publics, de suppressions d'emplois, du sous-effectif permanent et de destruction des collectifs de travail. Il s'agit maintenant de tout mettre en œuvre pour que la pression ne retombe pas.

Fonderie du Poitou: un succès mais des inquiétudes qui persistent.

Le tribunal de commerce de Nanterre a accordé jeudi dernier la reprise de la Fonderie du Poitou Alu, d'Ingrandes (Vienne), au groupe rhodanien Saint Jean Industries.

Après huit mois de lutte pour sauvegarder l'emploi et l'activité de production industrielle de culasses, cette cession aboutira à la suppression de 60 postes de travail. Pour Alain Dulbin, délégué du personnel CGT, les salariéEs sont « contents même si certains doutes demeurent ». « Cette reprise est une première étape vers l'avenir, nous ne sommes pas morts. Nous avons été échaudés par les multiples repreneurs depuis ces douze dernières années, et notamment par le dernier, Montupet, qui était arrivé, lui aussi, avec de belles promesses ». Si Renault garantit un niveau de commandes suffisant pour maintenir l'activité, les syndicats continuent de revendiquer la réintégration du site d'Ingrandes dans le groupe. Au-delà de la satisfaction provisoire qui fait suite à cette victoire judiciaire, les salariéEs de la Fonderie du Poitou ont construit une solidarité dans et hors de l'usine, et acquis des réflexes de doutes et de méfiance qui pourraient s'avérer bien utiles en cas de retournement de la situation.

Fralib: justice de casse.

Jeudi 20 avril, le tribunal de grande instance (TGI) de Marseille a débouté le comité d'entreprise (CE) de Fralib de sa demande d'annulation du plan social visant les 103 salariéEs de l'usine de

conditionnement des infusions Éléphant et des thés Lipton que la multinationale Unilever, sa maison-mère, tente de fermer depuis septembre 2010. Pourtant, la cour d'appel d'Aix-en-Provence, saisie par les salariéEs et l'intersyndicale CGT-CGC, avait prononcé, en novembre 2011, l'annulation du précédent PSE. Celui-ci n'est que la mise en œuvre de la liquidation du site de Gémenos pour lequel les salariéEs défendent depuis de long mois la possibilité de reprendre l'activité sous leur contrôle. La conséquence de cette liquidation, c'est plus d'une centaine d'emplois supprimés avec des propositions de reclassement dans l'ensemble du territoire et des formations bidons pour des emplois plus qu'incertains. Le sauvetage de cette usine ne rentrait pas dans le plan de communication de Sarkozy et la justice s'est rendue aux arguments d'Unilever. Décision autant politique que juridique.

Les salariéEs et l'intersyndicale vont faire appel de la décision. La popularité régionale de leur combat, leur ténacité ne seront pas de trop pour imposer leur proposition de reprise du site.

Louviers, TF1 et les « vrais gens ».

TF1 avait choisi de dialoguer avec des « citoyens normaux » depuis Louviers, élue « ville moyenne représentative ». Pour avoir le privilège de figurer parmi les représentants du peuple sélectionnés sur le plateau, il ne fallait pas « être encarté », de façon à éviter les réponses formatées bien sûr. Furent donc impitoyablement retoqués non seulement Thierry Philippon, notre camarade animateur de la lutte des M-real, mais aussi notre conseiller municipal Philippe Thouement, ainsi que ses prédécesseurs Sophie Ozanne et Gérard Prévost. Mais ô surprise, le cocktail concocté par les habiles sélectionneurs de la mairie PRG et de TF1 a fait apparaître sur nos écrans, face à un Jean-Pierre Pernaut réjoui, certaines personnes bien connues pour leurs opinions, et surtout l'ancien conseiller municipal FN, Jacky Vassard, vieux cheval de retour. Mais ce n'était encore que le hors-d'œuvre, car la trentaine de salariéEs Sealynx, équipementier automobile en redressement

judiciaire, qui avaient fait 30 km dans l'espoir de se faire entendre, n'ont pas pu passer le cordon sanitaire. Il est vrai que des ouvriers et ouvrières brandissant des drapeaux CGT et réclamant l'intégration de leur usine dans le groupe Renault, cela n'avait plus rien de l'expression spontanée de citoyens « normaux »!

Manif historique à Prague.

Il n'y a pas qu'en Grèce et en Espagne, que le peuple sort dans la rue. Le week-end dernier, plusieurs dizaines de milliers de Tchèques ont défilé, avec une certaine ferveur, dans les rues de Prague. Les raisons à cette colère populaire ne manquent pas! Comme partout en Europe, la situation économique y est difficile: les coupes dans les dépenses publiques et la hausse des impôts qui précarisent de plus en plus la population ont joué un rôle déclencheur dans cette mobilisation, d'autant plus que ces mesures sont prises dans un contexte de méfiance extrême envers le gouvernement tchèque. En effet, la corruption y apparaît tellement importante que les slogans qui fleurissaient samedi se résumaient parfois aux simples et lapidaires « Stop aux voleurs » ou « À bas le gouvernement »...

De quoi prendre la mesure de l'exaspération du peuple. Rassemblés place Wenceslas, les 90 000 manifestantEs (un record depuis 1989) ont demandé la démission du gouvernement de centre-droit dirigé par Petr Necas. Toutes ses déclarations antisociales de ces dernières semaines ont mis le feu aux poudres puisque leur application conduira à une précarisation de plus en plus importante du peuple tchèque. Au moment où le parti centriste Affaires publiques se retire du gouvernement, la coalition au pouvoir est dans une situation bien délicate qui risque de mener à la tenue d'élections législatives anticipées. En attendant, dans la rue, les Tchèques maintiennent la pression pour éviter le pire tandis que le gouvernement tchèque tente tout ce qu'il peut pour maintenir son unité. Mais il y a fort à parier que ce genre de mobilisations se poursuivra tant que les ministres de la coalition ne seront pas évincés. La lutte là-bas comme ailleurs sera de longue haleine!

POUTOU AU GRILLON

Tout est à nous, rien n'est à eux!



Paris, le 20 avril. Pour finir la campagne en beauté, Philippe Poutou et des militants du NPA ont manifesté dans le luxueux hôtel du Crillon, place de la Concorde, aux cris de « Tout est à nous, rien n'est à eux, tout ce qu'ils ont ils l'ont volé ». (PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

“ NO COMMENT ”

Je voudrais parler aux électeurs de Marine Le Pen. Aujourd'hui, il y a deux candidats: il y en a un qui propose de revenir sur les accords de Schengen, c'est Nicolas Sarkozy. Il y en a un qui propose d'ouvrir les droits aux étrangers, d'ouvrir le droit de vote, c'est François Hollande.

NADINE MORANO, LE SOIR
DU PREMIER TOUR, SUR TF1

TOUT est à nous!
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction: 01 48 70 42 27
Diffusion: 01 48 70 42 31
Administration: 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Mail: redaction@npa2009.org
Numéro ISSN: 1969-8178
Commission paritaire: 0414 P 11508
Tirage: 6 500 exemplaires
Société éditrice: Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication:
François Coustal
Impression:
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®